ISSN 0024-7650

Espagne : les jeunes lycéens et étudiants ont fait reculer le gouvernement

p. 7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 977 - 21 février 1987 - prix : 6 F

Dans les entreprises :

Les travailleurs face à la hausse des prix et au blocage des salaires

p. 11

L'envol des profits...

...et les mensonges contre les revendications de salaire

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Page 7
— Espagne : les jeunes du secondaire ont fait reculer le gouvernement.
Pages 8-9
— Grande-Bretagne : la grève du téléphone ; défaite dans l'imprimerie.
— Italie : les dockers de Gênes donnent du fil à retordre aux directions syndicales.
— Grèce : les travailleurs en lutte contre l'austérité.

EN FRANCE
Page 4
— Fonctionnaires : 1,7 % d'augmentation et combien de baisse ?
— Pour Balladur, la liberté des prix n'a pas de prix.
— Les ratés de la mensualisation des pensions d'invalidité.
Page 6
— Ça chauffe dans les foyers de jeunes travailleurs.
— CHR de Bordeaux : service public défaillant : malades en danger.
Pages 10 à 13
— Dans les entreprises :
— Jaeger (Levallois) ; CGA-HBS ; Montupet ; Rhône-Poulenc Pont-de-Chaix.
— Les travailleurs face à la hausse des prix et au blocage des salaires.
— Crédit lyonnais ; BNP (Poissonnières) ; Bendix (Beauvais) ; Paritherm.
— Atochem-Jarrie (Isère) ; Findus (Beauvais).

LOISIRS ET CULTURE
Page 14
— Livres : *Pour l'exemple* (J.L. Einaudi) ; *Champollion l'Egyptien* (C. Jaco).
Page 15
— Films : *Masques* (C. Chabrol) ; *La messe est finie* (N. Moretti) ; *Miss Mona* (M. Charef) ; *Les adieux à Matiora* (E. Klimov).

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 16.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson. CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

Dans trois semaines : Gala de Lutte Ouvrière au Zénith

Xavier Lacouture.

Le Grand orchestre du Splendid. D'un cabaret louche...

☐ Samedi 14 mars, à 21 heures, aura lieu le gala de *Lutte Ouvrière* au *Zénith*, Parc de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès - M° Porte-de-Pantin, Paris.

* * * * * *

En première partie, le chanteur-humoriste-fantaisiste : XAVIER LACOUTURE.

* * * * * *

LE GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID dans *"Tam-tam au pays des Noirs-Blancs"*, une trépidante aventure musicale autour du monde, avec du jazz-swing dans un bar louche de Pigalle, du tam-tam en Afrique, de la musique colombienne en Amérique du Sud, des guitares psychédéliques à Katmandou, et également des musiques arabes, hindoues, chinoises, cow-boys, tziganes, et quelques-uns parmi les plus grands succès de la troupe, dont *"La Salsa du Démon"*.

* * * * * * *

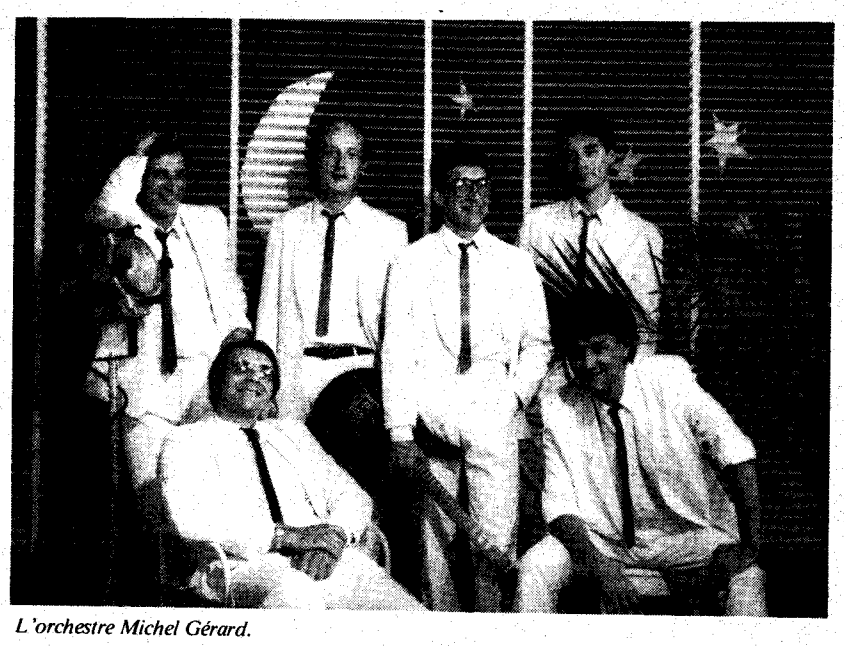
Un bal de nuit jusqu'à l'aube, avec l'orchestre MICHEL GERARD.

* * * * * *

Procurez-vous sans tarder les invitations pour ce gala auprès de nos militants, des vendeurs de *Lutte Ouvrière*, ou en écrivant au journal.

LE 14 MARS, TOUS AU ZENITH !

... à la jungle africaine...



L'orchestre Michel Gérard.

Les fausses informations de la Une

COMMUNIQUÉ

Le Collectif de défense de Martine TOULOTTE dénonce les atteintes portées par TF 1 à la liberté et à la sécurité de Martine TOULOTTE.

Le 20 janvier 1987, TF 1 a diffusé aux informations de 20 heures un *"document exclusif"* sur le dossier de Georges Ibrahim ABDALLAH.

— Le reportage s'ouvrait sur la phrase : *"Tout part de cette femme"* et présentait Martine TOULOTTE comme complice des attentats commis ces dernières années en France. Cela est d'autant plus scandaleux que le juge d'instruction a remis Martine TOULOTTE en liberté et décidé de dissocier son dossier de celui d'ABDALLAH (*).

— Le reportage ajoutait : *"Ayant refusé toute interview, nous l'avons filmée à son insu"*. Le commentaire est illustré par un film montrant Martine TOULOTTE, son fils, sa voiture, sa maison. Ce procédé est en violation complète des lois garantissant la vie privée de chacun. Il est d'autant plus odieux qu'il est intercalé d'images de personnes actuellement soupçonnées de terrorisme.

Les deux aspects de ce reportage sont l'un comme l'autre inadmissibles et illégaux.

Dans le contexte actuel, ceci porte atteinte non seulement à l'intégrité de Martine TOULOTTE, mais encore la met en danger ainsi que les siens.

Le Collectif de défense de Martine TOULOTTE, qui s'était constitué pour obtenir sa mise en liberté, proteste contre ce type "d'information" et met en cause la responsabilité de TF 1 dans cette affaire. Il enregistre la rectification présentée, à la demande de Martine TOULOTTE et de son avocat, au cours du journal de 20 heures du 28 janvier dernier à TF 1. Cette mise au point ne diminue pas pour autant le préjudice causé.

Nous appelons l'opinion démocratique à amplifier cette protestation en s'adressant à :

Monsieur le Président de TF 1.
Monsieur le Procureur de la République.
Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme.
Monsieur le Président de la CNCL.

Grenoble, le 29 janvier 1987.

Collectif de Défense de Martine TOULOTTE
Maison des Associations
rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

(*) Martine Toulotte est accusée d'avoir hébergé Georges Ibrahim Abdallah en 1982, bien avant les attentats dont il est accusé. NDLR

ÉDITORIAL

L'envol des profits... et les mensonges contre les revendications de salaire

130 milliards en huit ans, soit 15 milliards par an, pour Dassault, Thomson et quelques autres firmes électroniques : c'est le cadeau que va leur faire le gouvernement, avec l'argent des contribuables, pour fabriquer le *Rafale,* un nouvel avion de guerre pour l'armée française. Pour l'industrie de guerre, le gouvernement a de l'argent.

Mais pour que le métro, les trains, les écoles, les hôpitaux fonctionnement sans que ça casse à un endroit ou à un autre, il n'y a pas de crédits.

De l'argent, la bourgeoisie, les financiers en ont, et ils en gagnent. Et les bénéfices ainsi réalisés sont bien produits par quelqu'un : ils sont produits par les travailleurs.

Les salaires sont bloqués et en réalité baissent. Les salaires baissent car le travailleur privé d'emploi qui en retrouve est moins bien payé. Et quand il s'agit de centaines de milliers de salariés, voire de millions qui sont dans ce cas, c'est autant de bénéfices supplémentaires pour la bourgeoisie.

Les salaires baissent aussi par rapport au coût de la vie. On nous dit que le coût de la vie n'a augmenté que de 2,6 % en 1986. Mais cela, c'est en tenant compte du prix du pétrole. Mais sur les produits de première nécessité, achetés par les travailleurs justement, le coût de la vie en 1986 a monté de près de 5 %, d'après l'Institut National de la Statistique lui-même. De cela, les journaux ne font pas leur première page.

Les travailleurs n'ont pas à craindre de mettre leur entreprise en faillite s'ils revendiquent des augmentations de salaire. Les travailleurs de l'Etat n'ont pas à craindre de mettre le pays en difficulté s'ils revendiquent eux aussi des augmentations de salaire. Les travailleurs ont droit à ces augmentations de salaire. Ce ne sont pas les augmentations de salaire qui font augmenter les prix. La preuve : la flambée des prix de ces dernières semaines, sans qu'aucune augmentation de salaire soit intervenue.

Tous les hommes politiques et les journaux, de droite et de gauche, s'entendent pour mentir aux travailleurs, sur cette question précisément.

De ceux-là, encore, les travailleurs se méfient. Mais le pire, ce sont les dirigeants syndicalistes, qui eux aussi chantent la même chanson et en particulier ceux qui se font, au sein de la classe ouvrière, les porte-parole de la politique des ex- ou des futurs ministres du Parti Socialiste.

Les syndicats s'ingénient à écarter le problème des salaires des revendications des travailleurs. Ils négocient des augmentations ridicules. Même lorsque les travailleurs entrent en lutte pour leurs salaires, comme ce fut le cas pour les cheminots, ou plus récemment pour les instituteurs, les dirigeants syndicalistes s'efforcent de trouver les moyens de faire porter les revendications sur tout autre chose que sur le problème des salaires.

Or le problème des salaires est la revendication cruciale de nos jours pour la classe ouvrière. Quand on nous dit que toute augmentation des salaires se traduirait par du chômage en plus, on nous ment effrontément.

C'est la spéculation boursière, c'est la course aux bénéfices faciles, qui créent la crise et le chômage. Ce ne sont pas les salariés.

Quand on nous dit qu'il faut que les travailleurs se serrent la ceinture pour que l'industrie française soit compétitive, on nous ment.

Les travailleurs se serrent la ceinture pour que leur patron fasse des bénéfices. Et avec ces bénéfices, leur patron achète des entreprises à la Bourse, que ce soit la Bourse de Paris, celle de New York ou de Tokyo. On ne nous ment pas qu'à nous, d'ailleurs. On ment de la même façon à tous les travailleurs de tous les pays industrialisés touchés par la crise. C'est la bourgeoisie et ses gouvernements qui gèrent l'économie. C'est eux, leur société, leur rapacité, leur soif de gain qui ont créé cette situation.

Les travailleurs n'ont, aujourd'hui, pas d'autre choix que d'exiger leur dû. Car toutes ces richesses, tout cet argent facile pour les riches, c'est l'appauvrissement de la classe ouvrière qui le leur procure.

Arlette LAGUILLER

MITTERRAND EN DÉSACCORD SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

C'est pourtant le PS qui a préparé la situation actuelle

Lors du Conseil des ministres du 18 février, Mitterrand a exprimé son "désaccord" avec la politique calédonienne du gouvernement. Déclaration polie, précédée d'ailleurs d'une concertation avec Chirac, après quoi on est tranquillement passé à la suite de l'ordre du jour.

Mais cette prise de position a quand même fait du bruit et pendant que Tjibaou, le dirigeant du FLNKS, félicitait Mitterrand, ce dernier était vivement critiqué par Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM, et par Lafleur, le dirigeant du RPCR de Nouméa. La déclaration présidentielle serait de nature à encourager *"les éléments extrémistes, dont certains sont des éléments révolutionnaires"*. En fait sur ce sujet, comme sur d'autres, Mitterrand se contente de marquer la différence. Et son intervention est d'autant plus hypocrite que, dans l'affaire calédonienne, l'attitude de la gauche, avant le 16 mars, ne fut pas précisément reluisante.

Il faut tout de même se souvenir que le PS, avant d'arriver au pouvoir en 1981, parlait de la décolonisation et de l'accession à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Seulement le gouvernement de gauche et son envoyé Pisani capitulèrent rapidement devant les colons caldoches, colonialistes, réactionnaires, acquis à la droite ou à l'extrême-droite pour la plupart. Lorsque la colère des Kanaks commença à exploser, ce sont Pisani et la gauche qui dépêchèrent des renforts armés, qui quadrillèrent l'île militairement. C'est d'ailleurs dans ces circonstances qu'Eloi Machoro, en particulier, fut abattu par les forces de l'ordre.

Dans la question cruciale du référendum d'auto-détermination, la gauche aurait eu les moyens, puisqu'elle était au pouvoir, de permettre que les Kanaks ne soient pas lésés. On sait que, du fait de la colonisation, les Kanaks sont légèrement minoritaires dans leur propre pays (62.000 sur 145.000 environ) et que, si tout le monde vote, les Kanaks, bien qu'en grande majorité indépendantistes, n'obtiennent qu'une minorité de voix en faveur de l'indépendance.

Le même gouvernement qui refuse de faire voter les immigrés en France, même lorsqu'ils y sont depuis vingt ans, trouve normal que les Européens votent en Calédonie, à condition qu'ils soient là-bas depuis plus de trois ans. La quasi-totalité des colons, même de fraîche date, ont donc le droit de vote.

C'est la gauche qui avait prévu qu'il y aurait un scrutin de cette sorte. Mais elle s'est bien gardée de l'organiser tant qu'elle était au pouvoir. Plutôt que d'affronter la droite caldoche ou bien la colère des Kanaks, elle a préféré "repasser le bébé" au gouvernement Chirac.

Alors, Mitterrand a bonne mine aujourd'hui d'être en "désaccord". Si la gauche avait vraiment voulu, la Nouvelle-Calédonie serait aujourd'hui décolonisée.

A cause de la veulerie de la gauche, les Kanaks se retrouvent donc dans la même situation qu'avant 1981 ; et le statut provisoire mis en place par la gauche, avec des élections à quatre Parlements régionaux, n'était qu'une duperie. Dans une lettre au gouvernement, les élus des trois régions à majorité indépendantiste se plaignent que l'administration centrale calédonienne multiplie les abus, les tracasseries à leur égard. Même la gestion de leurs propres régions n'est guère possible. D'abord parce qu'elles sont misérables, ensuite à cause de la guérilla de l'administration coloniale de Nouméa.

Dans ces conditions, même si Tjibaou se déclare heureux de la déclaration de Mitterrand, le peuple kanak ferait bien de ne pas faire confiance aux politiciens de la métropole. Ceux de gauche ne valent guère mieux que ceux de droite.

André VICTOR

FONCTIONNAIRES

1,7% d'augmentation et combien de baisse?

Même sans signature d'accord avec un syndicat, le ministre de la Fonction publique a préféré annoncer qu'il maintenait l'augmentation de 1,7% pour les fonctionnaires pour 1987.

C'est avec ces miettes qu'il voudrait désamorcer le mécontentement sur les salaires dans la Fonction publique. Des miettes que même les syndicats les plus prêts à jouer le jeu de la négociation n'ont pas osé signer, au moment où les prix prennent l'ascenseur, où l'indice monte pour un mois de 0,6% (soit au rythme annuel de 7,2% !).

On se souvient que pourtant six syndicats (la FEN, FO, la CFDT, la CFTC, la CGC et le FGAF-autonomes — tous, sauf la CGT) avaient montré qu'ils étaient prêts à accepter ces 1,7% (alors que la perte de ces 4 dernières années est de 7 à 8%), pour peu qu'on leur eût accordé une "clause de sauvegarde" à la fin de l'année 1987. Ce à quoi le gouvernement a refusé de s'engager. Parmi ces six syndicats, il s'en trouve deux, la CGC et la CFTC, qui restent néanmoins très tentés de se saisir de cette miette de "grain à moudre" que leur tend le gouvernement, pour pouvoir faire état auprès des fonctionnaires d'un résultat de leur activité autour du tapis vert.

D'autant que le gouvernement en la personne de de Charette, laisse la porte ouverte à de nouvelles discussions. Il lui faut prouver qu'il est pour "la paix sociale" tout en montrant qu'il garde les salaires bloqués. Il n'en faut pas moins pour espérer les bonnes grâces de l'électorat bourgeois, courtisé par toutes les factions concurrentes de la droite, et aussi par le Parti Socialiste, qui ne cesse de répéter qu'avec lui au gouvernement, les travailleurs n'en avaient pas plus, mais se tenaient plus tranquilles. De Charette maintient donc un certain nombre de propositions catégorielles qu'il avait faites lors de la négociation précédente, concernant les bas salaires (propositions qui concernent moins d'un fonctionnaire sur dix et ne coûtent pas grand-chose) comme élément à discuter avec les syndicats qui le voudront bien.

La CFTC voit là *"une ouverture"*, et la CGC, qui se déclare prête à des négociations bilatérales avec le gouvernement, déclare : *"L'essentiel nous satisfait"*. Mais ni la CFDT, ni la FEN, ni FO n'ont la possibilité de présenter ça à leur base comme un résultat digne d'une signature. Ces syndicats se montrent donc plus critiques à l'égard du gouvernement, ce qui ne signifie pas qu'ils se préparent à l'action. La FEN déclare d'ailleurs : *"Ce qui importe, dans l'immédiat, c'est de sensibiliser les fonctionnaires au niveau local et régional plutôt que de les lancer dans une grève de 24 heures pure et dure"*. Pour les dirigeants de la FEN, c'est : "Débrouillez-vous chacun dans votre coin."

Les représentants des syndicats de fonctionnaires se sont contentés de ne pas cautionner le blocage gouvernemental des salaires. Mais ce sont les travailleurs qui pourront débloquer la situation.

Quant à la CGT, à la fois isolée par les manœuvres politiciennes des dirigeants des autres centrales, et douchée par la grève des cheminots — qui dans un premier temps lui est passée pardessus la tête — elle annonce : *"On ne retournera pas discuter avec le ministre"*. Et *"de toute façon, on savait tous que le gouvernement ne pouvait pas ne pas appliquer les 1,7% et, de même, qu'il sera obligé d'appliquer les mesures catégorielles"*.

Quoi qu'il en soit, aucun syndicat ne peut aujourd'hui décider du sort de la lutte dans la fonction publique. C'est à la base seule que la décision appartient maintenant.

Louis GUILBERT

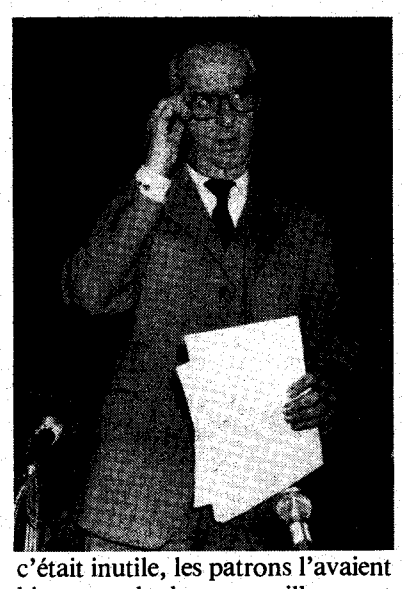
POUR BALLADUR

La liberté (des prix) n'a pas de prix

Les prix dérapent en janvier, mais qu'à cela ne tienne pour Balladur. Le ministre de l'Economie et des Finances s'est adressé le 17 février aux chefs d'entreprise, lors de l'assemblée générale de APCCI (Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie). Il a rappelé que *"la liberté de gérer et de fixer les prix n'est pas la liberté de fixer n'importe quel prix"*. Et il a fait appel au civisme et au sens des responsabilités des chefs d'entreprise. Ça, c'était pour la galerie, celle des consommateurs qui, plus ils voient les prix en liberté, plus ils pensent "qu'il y a de l'abus !".

Mais pour le parterre, pour les chefs d'entreprise qui font les prix dans le commerce et l'industrie, Balladur a ajouté: *"Le contrôle des prix est définitivement abrogé. Il s'agit d'une rupture radicale et irréversible. Il n'y aura pas de retour en arrière. Le ministre de l'Economie n'a d'ailleurs plus de pouvoir dans ce domaine"*.

Alors, allez-y, enrichissez-vous !, aurait-il pu ajouter. Mais



c'était inutile, les patrons l'avaient bien entendu de cette oreille, avant même que Balladur y soit allé de son discours.

Ceux qui se sucrent au passage

Les prix des matières premières importées baissent: moins 20,5% pour les matières premières, de janvier 85 à janvier 86. Les prix à la consommation augmentent: plus 2,7% pour les prix à la consommation au cours de l'année 86, selon l'INSEE. En fait c'est de 4,4% que les prix ont augmenté si on enlève de la moyenne les produits pétroliers comme le fuel et l'essence.

Et alors que les matières premières industrielles ont baissé de 10,5% en un an, les produits manufacturés ont quand même augmenté de 0,8%. L'INSEE enregistre des hausses de 5 à 7% dans de nombreux secteurs comme l'habillement, l'automobile ou la papeterie.

Mais c'est sur l'alimentation que la différence entre la baisse des matières premières et la hausse des produits manufacturés a le plus d'ampleur. Les matières premières sont importées 36,8% moins cher qu'il y a un an, mais les aliments sont vendus au détail 3,5% plus cher. Par exemple les prix du sucre et des produits à base de sucre ont augmenté de 6,5% pour le consommateur alors que la matière première a baissé de 10%.

Bien sûr, les matières premières n'entrent que pour une part dans le prix d'un produit fini. Mais il est clair que les capitalistes de l'industrie et de la distribution ne répercutent pas la baisse des matières premières sur leurs prix de vente. Comme d'autre part ils n'augmentent quasiment pas les salaires, on imagine les profits qu'ils doivent faire.

Patricia RIHOIT

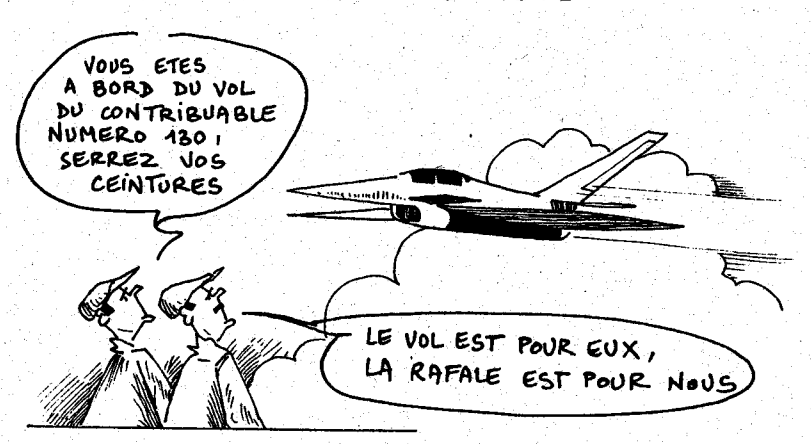
Les ratés de la mensualisation des pensions d'invalidité en Ile-de-France

Les pensions d'invalidité sont désormais payées mensuellement. Mais il faut dire que la mise en pratique de cette mesure a été accompagnée d'un certain nombre de nouveautés qui, elles, sont loin d'aller dans le sens d'une amélioration pour les assurés. Auparavant, tous les trois mois, les pensions étaient payées quelques jours en avance avant la fin du trimestre. Une pension venant à échéance au 1er février était réglée vers le 25 janvier. Maintenant que l'on paie mensuellement, les pensions correspondant au mois de janvier n'ont été envoyées que le 9 février, soit 9 jours après la fin du mois.

Ceci a provoqué une surprise d'autant plus grande, qu'une notice avait été envoyée à chaque invalide expliquant que les pensions seraient payées entre le 5 et le 8 de chaque mois. Puis il y eut contrordre, la date à retenir étant le 8; mais dans la pratique, cette date n'a pas souvent été respectée car les ratés sont fréquents et entraînent de nouveaux retards allant de 2 à 3 jours.

D'autre part les invalides attendent souvent avec impatience le décompte qui leur est adressé chaque trimestre car cet imprimé leur est nécessaire pour faire valoir leurs droits auprès de Caisses complémentaires. Quand on sait que le minimum garanti des pensions d'invalidité s'élève à 1122,50 F par mois, on comprend que les invalides aient besoin de ces récépissés leur servant à déclencher le paiement d'autres prestations. Or, ces décomptes aussi arrivent avec du retard. De plus les décomptes ayant été envoyés pour les trois derniers mois de l'année 1986 étaient faux et seules les personnes qui téléphonaient pouvaient obtenir une explication sur le fait que le mois d'octobre ne figurait nulle part. Parallèlement à toutes ces tracasseries, la direction de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France n'a pas oublié d'apposer des affiches avec la légende: *"N'oubliez pas d'affranchir"* dans le hall d'accès où les invalides sont accueillis. Pour le reste, on est moins pressé d'affranchir les assurés.

Derrière Airbus, Rafale: un vol de 130 milliards



La présentation au sol du nouveau modèle Airbus, l'*A 320*, a donné à Chirac l'occasion de lancer quelques couplets européens et surtout anti-américains : *"Une nouvelle agression de la part du gouvernement américain qui menaçait de mesures commerciales anti-Airbus se heurterait sans aucun doute à une très grande solidarité européenne, qui n'exclurait pas alors de vraies mesures de rétorsion"*. Mitterrand non plus n'avait pas manqué l'occasion : *"Personne d'autre ne décidera à la place des Européens de l'avenir de leur industrie aéronautique"*.

Ces effets de manches et ces mouvements de menton étaient d'autant moins risqués que le gouvernement américain avait décidé la veille... de ne rien faire et de laisser l'Airbus se vendre, dans la mesure où il trouverait des clients. D'autant plus que toute une partie de l'Airbus, cet avion "européen", est fabriquée aux Etats-Unis, à commencer par les parties les plus techniques, comme l'électronique et les moteurs, qui sont américains. Autrement dit, sur chaque Airbus vendu, il y aura non seulement des industriels français, allemands, anglais, espagnols pour faire leur beurre, mais aussi des américains.

Les cocoricos et les hymnes à l'Europe, la photographie sur toutes les coutures de la cabine de pilotage où Chirac tripotait les boutons, c'était pour nous faire oublier la note. Parce que cet Airbus est d'une technique peut-être avancée, mais sûrement très coûteuse. Et même avec les 261 exemplaires déjà commandés, plus 156 options, ça ne suffira pas. Personne ne sait si Airbus sera en mesure de rembourser à l'Etat l'argent engagé pour sa construction. Pour cela, il faudra attendre 1995, au moins. L'Airbus *A 320* n'a pas encore décollé qu'il pique déjà dans la poche des contribuables. Et en prime, on annonce la venue d'un *A 340 !*

Mais ce n'était pas encore suffisant. Chirac, dans l'euphorie du baptême d'Airbus, a aussi annoncé son feu vert à la construction de l'avion militaire *Rafale* de Dassault. Un programme de 130 milliards de francs ! Le fils Dassault, paraît-il, s'impatientait. Alors, après que Giraud, le ministre de la Défense, lui eut demandé de partager une part du gâteau avec son protégé Thomson, Chirac, le politicien mis sur orbite par Dassault, a annoncé qu'on pouvait aussi sabler le champagne pour le *Rafale*.

Et s'il manque de l'argent pour payer tout ça, on pourra toujours supprimer le remboursement des médicaments aux vieux ! **P.V.**

Aéroshow à l'Aérospatiale de Toulouse

A l'occasion de la première sortie du nouvel Airbus A 320, le consortium Airbus-Industries — qui réunit principalement : Aérospatiale pour la France, Marcel-Bernard-Bernard (MBB) pour l'Allemagne, British Aerospace pour l'Angleterre, CASA pour l'Espagne —, a organisé samedi 14 février, dans les usines Aérospatiale de Toulouse, ce que le journal local a appelé un *"show royal et baptême princier"*. Il faut dire qu'il y en avait, des personnalités : depuis Chirac et quelques-uns de ses ministres, au prince Charles et Lady Di, en passant par un nombre impressionnant de directeurs de compagnies aériennes, de patrons de l'industrie aéronautique, venus de partout en France et en Europe. Même Léon Zitrone était là ! En tout, près de deux mille personnalités et sept cents journalistes ont fêté cet Airbus A 320.

Et les organisateurs n'ont pas lésiné sur les moyens : le hall de montage M 90 a été transformé en un hall tout ce qu'il y a de plus luxueux : un Airbus a fait plusieurs fois Paris-Toulouse aller-retour pour transporter ces messieurs-dames ; et ne parlons pas des avions particuliers qui ont pu atterrir tout à côté de l'usine, ou de la Rolls-Royce prêtée par l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, afin que le couple princier n'ait pas à faire deux cents mètres sous la pluie.

Discours, spectacles, laser, débauche de kilowatts sonores, baptêmes au champagne et pour terminer somptueux lunch, le tout retransmis en direct sur FR3. Oh pardon ! Pas le lunch tout de même. Rien n'a manqué pour ce beau monde.

Coût de cette sauterie ? Au bas mot, de l'ordre de 600 millions de centimes. Et autant dire que la semaine précédant ce show, les réflexions fusaient. *"Ils n'ont pas d'argent pour nous augmenter les salaires. Par contre, pour faire la fête, ils savent en trouver" : "D'accord, il faut faire de la pub. Mais là, ils exagèrent"*. Les syndicats n'ont rien proposé, mais la CGT — toujours prête à vanter les ailes françaises — a fait circuler une pétition réclamant, entre autres, *"une prime de 1 500 F pour le premier vol de l'A 320"*. Elle a recueilli plus de signatures que d'habitude. Il faut dire que cela fait quatorze mois que nous n'avons pas eu d'augmentation et qu'en ce moment la direction générale voudrait faire accepter aux syndicats un nouvel accord d'entreprise, en baisse par rapport à celui de 1970 qu'elle a dénoncé, et qui entérinerait la politique d'austérité qu'elle mène depuis 1982.

Correspondant LO

Giraud lors du "show royal" : des jouets pour les ministres, des profits pour les trusts.

SÉCURITÉ SOCIALE

Le gouvernement recule un peu, mais maintient le gros des économies prévues

Le gouvernement vient d'annoncer que quelques-uns des médicaments indispensables au traitement de certaines maladies de longue durée, dont il avait récemment réduit le remboursement, seront à nouveau pris en charge par la Sécurité sociale dans les mêmes conditions qu'auparavant. Au total 28 médicaments reviennent au tarif antérieur. Mais un nombre bien plus grand continueront de n'être remboursés qu'à 40 %.

La radio, la télévision, la presse s'étaient fait l'écho de cas de personnes âgées dans l'incapacité de payer une ordonnance devenue payante depuis le 1er janvier, et ressortant de la pharmacie les mains vides. Alors le gouvernement a fait un petit geste. Mais l'essentiel des économies réalisées par la diminution des remboursements de ces médicaments dits de confort demeurent.

Médicament de confort, qu'est-ce que cela signifie, d'ailleurs ? Nos ministres n'osent pas dire qu'il s'agit de supprimer des médicaments aux pauvres qui ne pourront pas se les payer. Alors ils ont inventé le médicament de confort. Ce n'est d'ailleurs pas une exclusivité de la droite. Du temps du ministre socialiste Georgina Dufoix déjà, on avait réduit le remboursement de toute une série de remèdes, dont les sirops contre la toux.

Le but c'est d'économiser, de réduire ces dépenses de santé paraît-il insupportables. Quand l'Etat finance l'Airbus ou subventionne les avions de Dassault, rien n'est trop cher. Mais taxer des gens malades, leur interdire des médicaments dont ils ont besoin, pour économiser 3,5 milliards de francs, soit cinquante fois moins que ce que coûtera l'achat d'avions *Rafale*, voilà le genre d'économies indispensables, inévitables, obligatoires. Il n'est pas besoin de demander au service de qui sont ces ministres. Les décisions pourries qu'ils prennent répondent clairement.

Pierre VERNANT

Un "Arc-en-ciel" du vert au rose

Les rédacteurs d'un "Appel pour un arc-en-ciel" ont tenu jeudi 12 février une conférence de presse. L'ambition des signataires, 300 à ce jour, n'est pas mince puisqu'il s'agit d'*"ouvrir un nouvel espace pour penser et mettre en œuvre nos diversités, les convergences de nos aspirations"*.

Pour ceux à qui cet arc-en-ciel paraîtrait brumeux, une traduction s'impose. Les gens à l'initiative de cette tentative comptent parmi eux Alain Lipietz (ex-PSU), Daniel Cohn-Bendit (ex-anarchiste et ancien animateur étudiant de Mai 68), Daniel Richter (militant CFDTiste contestataire), René Dumont (agronome tiers mondiste et militant écologiste)... Ils espèrent, selon Lipietz, permettre la *"rencontre de quatre types de militants"*. Premier type : les anciens militants de gauche ou d'extrême-gauche ayant rompu avec leur organisation et ce que Lipietz appelle leur *"vieille façon de faire de la politique"*. Deuxième type : les féministes et les non-violents. Et troisième : les *"alternatifs de terrain"*, c'est-à-dire, pour parler comme tout le monde, les militants de syndicats et d'associations locales. Enfin les animateurs veulent partir à la rencontre du quatrième type : les lycéens, les cheminots et les instituteurs ayant participé aux récents mouvements sociaux.

Les signataires de l'Appel ambitionnent de *"réunir l'arc-en-ciel de nos aspirations et de nos luttes"*. Poétique ? Si on veut. Et si la poésie est l'art d'embellir les choses, il y a toutefois une couleur que l'on ne trouvera pas dans ce spectre : le rouge. Car la seule chose sur laquelle ces gens se retrouvent est le rejet des idées marxistes, des idées communistes et révolutionnaires, c'est leur volonté de ne pas se situer sur le terrain de la classe ouvrière et de nier le rôle politique que celle-ci peut et doit jouer.

Stéphane HENIN

Ça chauffe dans les foyers de jeunes travailleurs

Le mouvement de protestation contre les hausses de loyers et les mauvaises conditions de logement continue dans les Foyers de Jeunes Travailleurs.

Parti de 4 foyers de la banlieue nord de Paris voilà un mois, le mouvement s'est peu à peu étendu en effet à une trentaine de foyers de la région parisienne qui se sont réunis une première fois en assemblée générale le 4 février dernier. 31 foyers, regroupés dans un "Comité Inter-Foyers", ont organisé le 12 février, à Saint-Ouen, à Ivry et Place Gambetta à Paris, 3 rassemblements de 300 personnes au total où ils ont notamment pris la parole et obtenu, en un peu plus d'une heure, près de 2000 signatures en soutien à leur mouvement.

Mercredi 18 février, ils étaient 370 (cent de plus qu'à l'assemblée générale précédente), venus de 48 foyers différents de la région parisienne, dont 19 nouveaux, à se réunir cette fois à la Bourse du Travail de Gennevilliers. En plus, des représentants de foyers lyonnais et dijonnais étaient également là. (A Dijon, un Comité Inter-Foyers régional a vu le jour et regroupe 5 foyers de Dijon et ceux de Châlon, Mâcon et Dôle).

Comme à leur première assemblée générale, l'ambiance était au rendez-vous et tout le monde a pu à nouveau constater que, quel que soit le statut — ou la taille — des foyers, les problèmes étaient partout quasiment les mêmes : hausses injustifiées des loyers, chambres et repas trop chers, conditions de logement à revoir.

"On n'a qu'une douche qui marche pour 40 personnes, expliqua une résidente du foyer de Tolbiac, *et ça fait 3 mois qu'on attend les réparations. A part ça, on paye 2130 F (avec les repas obligatoires) et ça doit passer à 2180 F au 1er mars".*

"Au CLJT de Suresnes, il faut payer 1680 F pour des chambres à 3 lits. On n'a pas de machine à laver, pas de fer à repasser !" ajouta une autre. *"A Colombes, on paye 1700 F pour 8 m² ! Et quand, tout récemment, une jeune chômeuse n'a pas pu payer son loyer, elle s'est fait jeter à la rue sans préavis".*

"A Meaux, raconta une autre résidente, *il y a d'un côté les locaux pour cadres et ingénieurs et de l'autre ceux des ouvriers. Les premiers sont corrects, les autres pas".*

Dans plusieurs foyers tenus par des religieuses, les résidentes ont soulevé également d'autres problèmes : *"On n'a pas le droit de recevoir de garçons dans les chambres"* lança une fille du foyer "l'Annonciation" à Clamart, *"ou alors il faut être mariés et on vous fait payer 50 F la nuit en plus ! Quand on sort il faut marquer sur un cahier l'endroit où l'on va et l'heure à laquelle on rentre. Et quand on atteint la "limite d'âge" — 23 ans —, on vous jette dehors avec seulement un préavis de 15 jours".*

Depuis que le mouvement a commencé, les jeunes travailleurs ont obtenu ici et là le soutien de quelques élus locaux (Chevilly-La-Rue, Argenteuil, Sarcelles) et aussi quelques petites victoires. A Colombes, par exemple, il a suffi qu'un comité de résidents se constitue pour que, comme par miracle, le lendemain même, l'électricité qui marchait mal, soit rétablie partout, et que les services de désinfection viennent traquer cafards et blattes dans les locaux. Au foyer Championnet, dans le 18e, à Paris, la direction a accepté de mettre en place un système de tickets-repas pour que chacun puisse choisir d'utiliser ou non le self. Enfin à Puteaux, la mairie, qui avait déjà dû remplacer une hausse de 8 % par une de 2,2 %, a précisé en substance que *"contrairement à ce qui avait été plus ou moins dit, il n'y aurait pas d'autres hausses cette année au foyer municipal".*

Et puis, avec leur mouvement, les jeunes travailleurs des foyers semblent avoir un peu réveillé les associations de gestionnaires. L'UFJT, par exemple, "l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs" — en quelque sorte, l'organisation syndicale des associations — vient, dans une *Lettre ouverte à la presse* datée du 16 février de prendre position et de déclarer que les protestations des jeunes étaient *"en partie légitimes et fondées".* L'UFJT met l'accent notamment sur la diminution des aides publiques (l'allocation logement, versée par la Caisse des Allocations Familiales, est passée bien souvent de 700/800 F à 400 F voire à 0 F) et sur la baisse de certaines subventions d'Etat.

A la suite de la mobilisation des jeunes des foyers, d'une certaine manière, l'UFJT semble donc envisager d'intervenir auprès des pouvoirs publics. Cela étant, les jeunes travailleurs demandent aux gestionnaires de *"choisir leur camp"* jusqu'au bout. Et pour commencer, d'annuler les hausses qu'ils ont décidées. *"Nous demandons aux gestionnaires de ne pas se tromper de cible,* expliqua un membre du bureau du CIF, *et d'aller chercher l'argent où il est : c'est-à-dire pas dans nos poches, mais du côté des sociétés propriétaires par exemple"* (certaines, comme la Caisses des Dépôts, ont, rappelons-le, imposé des hausses de 118 % en 2 ans).

Dans l'immédiat, des rendez-vous ont été pris avec les responsables de certaines associations (ALJT, CLJT) et d'autres démarches doivent être entreprises, notamment auprès du ministre du Logement.

De même, afin d'appuyer le plus clairement possible ces démarches, le principe d'une manifestation centrale des résidents de tous les Foyers de Jeunes Travailleurs à Paris, dans la quinzaine à venir, a été adopté.

Les jeunes travailleurs, qui sentent bien que la population, ouvrière en particulier, les soutient dans leur action, ne sont pas décidés à payer toujours plus pour des logements qui se dégradent alors que leurs salaires restent bloqués. Et apparemment, ils ont envie de le faire savoir haut et fort dans les semaines qui viennent.

Frédéric FERRIERES

Centre AFPA (Mantes-la-Jolie)

Hausse de 19 % du prix de la cantine

Au centre AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes) de Magnenville-Mantes-la-Jolie, le jeudi 12 février, la direction a annoncé une augmentation de 19 % du prix des repas qui doit passer de 12 F à 14,30 F.

Cette augmentation devait prendre effet immédiatement, c'est-à-dire dès le lendemain midi. Et les anciens tickets devaient être remplacés sur le champ par les tickets au nouveau tarif.

Cette décision était tellement précipitée que certains, parmi nous, n'avaient même pas été avertis le vendredi matin, jour de l'augmentation. Ils se trouvaient mis devant le fait accompli.

Cette augmentation n'est pas propre au seul centre de Magnenville. Tous les centres AFPA sont concernés ; seul le montant varie d'un centre à l'autre.

La réaction des stagiaires ne s'est pas fait attendre. La quasi-totalité d'entre nous était indignée. Nous avons décidé de réagir, de ne pas échanger nos vieux tickets et de continuer à payer nos repas à l'ancien tarif.

Pour l'instant, la direction a été obligée d'accepter cette situation. Mais l'affaire reste à suivre.

CHR DE BORDEAUX :

Hôpital cardiologique du Haut-Lévêque

Service public défaillant : malades en danger

A l'hôpital cardiologique de Pessac (hôpital réputé pour être un des plus modernes d'Europe), si on pratique des greffes cardiaques, on y hospitalise aussi parfois des malades sans la sécurité minimale.

En effet, devant l'insuffisance du nombre de lits, la direction et certains médecins font rajouter des lits dans les chambres sans que l'équipement minimum, ni le personnel n'existent.

Il y a quelques jours, un malade qui se trouvait en deuxième position dans une chambre prévue pour un seul lit a fait un malaise grave. La chambre n'étant équipée que d'une sonnette qui était à l'autre lit, le malade n'a pu appeler.

C'est son voisin, en revenant dans la chambre, qui l'a trouvé ainsi. Combien de temps a-t-il attendu comme ça, on ne sait pas. Mais la réanimation a été inefficace.

Le lendemain, à une dizaine d'employés, nous appelions la direction pour lui dire que nous refusions d'être complices d'une telle situation.

Face à cela, la direction a réagi par des pressions et des intimidations, craignant manifestement que cela s'ébruite. Mais des lits ont continué à être ajoutés dans les chambres, sans plus de sécurité.

Nous avons donc décidé à quelques-uns de nous faire entendre plus haut. Une lettre ouverte a été envoyée au ministre de la Santé, Mme Barzach, signée par 41 employés et diffusée dans l'hôpital.

Ils sont prévenus. Qu'ils prennent leurs responsabilités. Mais ils savent maintenant que nous ne nous tairons pas.

Correspondant LO

L'or blanc et les chômeurs

En Savoie, des milliers de chômeurs sont arrivés dans l'espoir de travailler sur les chantiers des Jeux Olympiques. L'ANPE d'Albertville ne sait que faire de 7 000 inscriptions supplémentaires : les travaux ne démarreront que dans un an ou deux.

Quel temps béni pour les capitalistes que cette époque pourrie : les capitaux affluent à ne savoir qu'en faire, et la main-d'œuvre est au rendez-vous plusieurs années à l'avance.

ESPAGNE

Les jeunes du secondaire ont fait reculer le gouvernement

En ce début de semaine, en Espagne, le ministre de l'Education du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez annonçait un plan de réformes donnant satisfaction sur un certain nombre de points au mouvement des jeunes des établissements classiques et techniques du secondaire, tout en campant sur son ferme refus de supprimer l'examen d'entrée à la faculté et le principe du *numerus clausus* appliqué dans la plupart d'entre elles.

Il semble que les dirigeants de ce vaste mouvement qui dure depuis maintenant plus de deux mois s'orientent vers un appel au retour à la normale et mettent en évidence les aspects positifs des propositions gouvernementales qu'ils jugeaient beaucoup plus durement il y a quelques jours. Et il est difficile de dire si leurs décisions correspondent aux réelles possibilités du mouve ment, si elles expriment les aspirations des jeunes en lutte ou s elles reflètent les pressions croissantes des milieux gouvernemen taux et du Parti Socialiste présent dans les différentes organisa tions étudiantes et lycéennes par l'intermédiaire des Jeunesse Socialistes.

Néanmoins une chose est sûre : le gouvernement veut que l mouvement s'arrête et pour faciliter la tâche des dirigeants Maravall, le ministre de l'Education, a même concédé (e réponse à des journalistes qui lui demandaient pourquoi i n'avait pas cédé plus tôt) : *"Si vous voulez me faire admettr que nous avons agi en raison des manifestations, je le fais"*.

COMME LE MOUVEMENT DES ÉTUDIANTS ET DES LYCÉENS EN FRANCE

En Espagne, la rentrée scolaire 1986 avait démarré dans la grogne. Grogne contre les résultats des examens de septembre, grogne contre la dureté de la sélection pour entrer à l'université, contre la cherté des droits d'inscription. En Espagne l'enseignement public secondaire est, de Franquisme en gouvernement de droite et de gouvernement de droite en gouvernement de gauche, resté l'école du pauvre. Et quand, invoquant l'exemple des étudiants et lycéens français, le tout jeune syndicat du secondaire (impulsé en partie par des trotskystes d'une tendance liée au groupe trotskyste anglais The Militant) lança l'idée d'un appel à manifester le 4 décembre, il fut rallié par d'autres organisations syndicales et étudiantes ; et ce furent des milliers de jeunes qui répondirent présents à Madrid et dans plusieurs grandes villes.

Quelques jours plus tard, à l'annonce du recul de Chirac en France, les grèves se développèrent. On se mit à reprendre les formes d'organisations — assemblées, comités, coordinations — que les étudiants français avaient mises à l'ordre du jour. Les syndicats et associations étudiantes, lycéennes et traditionnelles empêtrées dans leurs liens avec le gouvernement socialiste furent doublés par des militants d'extrême-gauche, trotskystes de différentes tendances ou maoïsants qui se mirent en tête du mouvement et se retrouvèrent majoritaires dans l'organisme qui, avec le Syndicat du secondaire, a joué un rôle essentiel dans le développement du mouvement : la Coordination madrilène des étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur.

Les revendications s'ajoutèrent les unes aux autres. Les jeunes demandaient la suppression des épreuves de sélection pour entrer à l'université (le bac devant suffire), la diminution des droits d'inscription, la diminution des frais de scolarité dans le secondaire, la mise en place d'un salaire minimum légal pour les enfants des familles à faible revenu et l'établissement d'une indemnisation chômage pour les diplômés sans emploi. Le mouvement se propagea dans les premières semaines comme une traînée de poudre dans les lycées classiques et techniques tandis qu'il restait très minoritaire dans les universités.

Le succès du mouvement étudiant et lycéen en France avait été un encouragement pour tous ceux qui outre-Pyrénées ne voyaient pas pourquoi un gouvernement socialiste serait plus intransigeant qu'un gouvernement de droite.

Mais Felipe Gonzalez et Maravall allaient leur infliger la preuve du contraire. Leur première réponse fut le mépris et le silence. Les autorités espagnoles refusaient de reconnaître la représentativité des organismes nés dans le mouvement. Elles escomptaient sans doute que les vacances de fin d'année entraîneraient une démobilisation.

LE MOUVEMENT DURE ET EST POPULAIRE

Contrairement à cette attente, à la rentrée de janvier, les jeunes lycéens répondirent présents à toutes les initiatives du Syndicat du secondaire comme à celles de la Coordination de Madrid et de la coordination qui se développait au niveau de tout le pays. Les appels à des grèves, à des manifestations étaient suivis. Et le 20 janvier, d'après la télévision nationale, c'était un million de lycéens et d'étudiants qui participaient à la grève générale de quatre jours dont la manifestation du 23 janvier, qui se termina par des affrontements avec la police, fut un des moments importants.

Le mouvement s'était à nouveau étendu ; à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, il se radicalisait. Et il était passé, au fil de ces semaines, au centre de la vie politique. Or justement, les sondages faisaient état d'un courant de sympathie de la population pour ces jeunes lycéens, et personne ne voulait vraiment être en reste.

Du côté des socialistes, bien sûr les contorsions n'étaient pas aisées. Tandis que le PSOE, le parti gouvernemental, ne pouvait que justifier la politique du gouvernement et prôner l'apaisement en gémissant sur les difficultés économiques, les Jeunesses Socialistes tentèrent en vain à plusieurs reprises de changer la composition de la commission des porte-parole de la Coordination madrilène élue lors de la première coordination et jugée trop gauchiste.

Un groupe de lycéens lors de la manifestation du 13 février à Madrid.

Puis ils s'efforcèrent de prendre en main la coordination qui commença à se structurer au niveau de l'ensemble de l'Etat espagnol, dans l'espoir de noyer les éléments les plus radicaux. Quant à la direction de l'UGT, la centrale syndicale liée au PSOE, si elle prit position en faveur de certaines revendications lycéennes et étudiantes, elle ne se prononça pas sur les moyens d'actions, tout en se gardant néanmoins de s'opposer aux syndicats ou militants qui se rangeaient plus ouvertement du côté des étudiants.

Du côté des Partis Communistes, on avait par contre les coudées plus franches, Gonzalez n'ayant jamais trouvé bon d'associer ces partis au pouvoir. Les différents Partis Communistes ont donc annoncé rapidement leur soutien sans réserve aux étudiants et lycéens. Et les Commissions Ouvrières, le syndicat qui leur est lié, se sont ralliées, localement à plusieurs reprises, et nationalement le 11 février, à différentes protestations et manifestations en même temps qu'elles prenaient position pour multiplier les rencontres entre lycéens et travailleurs préconisées par certains militants du mouvement lycéen et étudiant.

LES RECULS PROGRESSIFS DU GOUVERNEMENT

Alors, bien sûr, le gouvernement ne pouvait se contenter de camper sur ses positions et ses refus. Dans les trois dernières semaines, il a annoncé à plusieurs reprises des concessions. Il s'engagea à réduire les frais d'inscription pour les enfants de familles modestes, à augmenter de 25 % (voire plus) les crédits concernant les bourses d'études, une modification de l'examen d'entrée. Il a fini par recevoir le Syndicat du secondaire, la Coordination de Madrid, même après que celle-ci a organisé une manifestation non autorisée et a refusé de prendre l'engagement de respecter la législation sur les manifestations.

Mais jusqu'à ce mardi 17 février, les dirigeants des syndicats étudiants traditionnels étaient les seuls à juger ces concessions comme positives, les dirigeants du Syndicat du secondaire et ceux de la Coordination madrilène estimant jusqu'alors que la fin du système de sélection pour l'entrée à l'université était une revendication centrale.

A la suite des grèves et des manifestations de la semaine dernière et du durcissement du mouvement dans certaines villes de province, le gouvernement avait reçu longuement les différentes organisations et annoncé un train de mesures plus précises et plus favorables aux lycéens. Les organisations étudiantes pour leur part avaient répondu par un geste d'apaisement en appelant le lundi 16 février à la reprise des cours.

Et le mardi 17, le gouvernement tout en répondant négativement sur la suppression des examens d'entrée annonça qu'il cédait un peu plus que la semaine d'avant sur le terrain économique : il avançait la mise en place de son projet d'instaurer la totale gratuité de l'enseignement secondaire classique et technique (certains frais étaient à la charge des familles), il annonçait la gratuité de l'inscription dans les universités pour les enfants des familles à revenus modestes, la création de nouveaux postes d'enseignants et un nouveau coup de pouce au budget consacré au secondaire. Rien dans cela n'était totalement nouveau par rapport aux propositions du début février, mais le gouvernement y mettait les formes vis-à-vis des organisations nées dans le mouvement et vis-à-vis des jeunes, en leur disant explicitement qu'ils avaient gagné parce qu'ils avaient fait grève et manifesté.

Il est trop tôt pour dire si les jeunes du secondaire vont juger le gouvernement quitte et si l'agitation étudiante qui commençait à se développer va prendre la relève. Mais, de toute façon, ce mouvement a toutes les chances d'être un encouragement pour tous ceux qui en Espagne ont envie de faire ravaler à Gonzalez sa politique toute au service des riches et dure pour les pauvres, les chômeurs, et la classe ouvrière.

Ce mouvement des jeunes du secondaire n'a sans doute pas atteint l'ampleur du mouvement étudiant et lycéen en France. Mais il s'est caractérisé par sa durée et par sa détermination. Même si les manifestations, en particulier dans la dernière semaine, ne regroupaient que quelque dizaines de milliers de manifestants, elles se répétaient malgré la dureté de certains affrontements avec la police. Et c'est cela qui a fait peur au gouvernement et l'a contraint à un recul partiel sans doute, mais recul quand même.

Henriette MAUTHEY

GRANDE-BRETAGNE

Les dirigeants travaillistes préparent les élections en se débarrassant des luttes des travailleurs

En moins d'une semaine, les dirigeants syndicaux viennent de mettre fin aux deux grèves les plus importantes qu'ait connues le pays depuis la grève des mineurs : celle des 5.500 ouvriers du groupe de presse News International, qui durait depuis plus d'un an, et celle des 110.000 ouvriers du Téléphone, qui durait depuis 17 jours. Pour les premiers, c'est la défaite ; pour les seconds, au mieux, un coup pour rien et une occasion perdue.

Tout est bien qui finit bien pour le Parti Travailliste. Le voilà débarrassé de conflits sociaux du plus mauvais effet pour l'image qu'il cherche à se donner auprès de l'électorat petit-bourgeois. Et le leader travailliste Neil Kinnock va pouvoir enfin développer en toute quiétude ses conceptions d'une *"bonne politique d'austérité"*, sans avoir constamment à condamner les *"violences des grévistes de l'imprimerie"* ou le *"caractère préjudiciable pour l'économie nationale"* de la grève du Téléphone.

François ROULEAU

Neil Kinnock, leader du Parti Travailliste. La respectabilité d'un futur Premier ministre ne s'accommode pas des luttes sociales.

LA GRÈVE DU TÉLÉPHONE

Une occasion perdue

Le 11 février, à l'appel de la direction du NCU, le syndicat des communications, les grévistes du Téléphone ont voté la reprise du travail après 17 jours de grève, par 53.757 voix contre 28.999. En gros, c'est essentiellement dans les centres des grandes villes, les plus combatifs pendant la grève, que les partisans de la poursuite du mouvement ont été majoritaires.

Le nouvel accord salarial auquel sont arrivés les dirigeants du NCU et ceux de British Telecom est-il pour autant très différent de celui qui avait déclenché la grève ? C'est ce qu'a prétendu la direction du NCU. Mais c'est loin d'être évident !

La seule chose claire dans cet accord concerne les salaires : au lieu des 5,8% initialement prévus, il y a maintenant 12,75% mais... sur 2 ans.

Quant au reste, c'est-à-dire l'aggravation des conditions de travail auxquelles sont subordonnées ces augmentations, c'est le flou le plus complet. Le nouvel accord prévoit par exemple une certaine flexibilité dans la définition des postes et dans l'établissement des roulements du personnel en astreinte. Mais les modalités d'application sont laissées à la discrétion des directions de centres.

En revanche, et la direction du NCU n'a pas manqué de le souligner, le nouvel accord ne parle plus de revenir sur le système 9/14 (9 jours de travail pour cinq jours de repos) dont la remise en cause avait été à l'origine de la grève. Il n'en parle pas mais, un peu partout, dès le jour de la reprise, les directeurs de centre, eux, se sont mis à en parler. Sous prétexte de l'urgence des réparations consécutives à la grève, il fallait que les ouvriers acceptent de passer à la semaine de cinq jours, voire de six jours !

Du coup, dans les grands centres, la grève a redémarré sur -le-champ. Sheffield d'abord, puis Londres Central, la City de Londres, Liverpool, Glasgow et Manchester se sont retrouvés paralysés. Des centres qui avaient voté la reprise la veille se sont retrouvés en grève avec ceux qui avaient voté en majorité pour la poursuite du mouvement. En tout, 30.000 à 40.000 ouvriers ont ainsi repris le travail pour... se remettre illico en grève.

Sans doute les dirigeants du NCU et de British Telecom ne s'attendaient-ils pas à une telle réaction. En tout cas, l'après-midi même, ils concluaient en toute hâte un accord par lequel la direction du NCU acceptait la suspension du sytème 9/14 pour une durée de 6 semaines. Et l'appareil du NCU sonnait le banle-bas de combat pour faire reprendre les rebelles.

Les bureaucrates du NCU sont donc finalement parvenus à se débarrasser à bon compte d'un mouvement que la colère des travailleurs leur avait imposé. Un mouvement qu'ils se sont employés à affaiblir et isoler par tous les moyens.

D'abord, en s'opposant à l'occupation des centraux et des ateliers d'entretien. Ce qui veut dire, compte tenu du froid, que l'écrasante majorité des grévistes sont restés chez eux tout au long de la grève et que les plus militants ont passé leur temps à tenir des piquets de grève aussi squelettiques que démoralisants, en dehors de quelques manifestations organisées localement dans quelques grandes villes.

Ensuite, en isolant les ouvriers en grève non seulement du reste de la classe ouvrière, mais aussi des autres salariés de British Telecom. A côté des 110.000 ouvriers, British Telecom emploie 30.000 employés administratifs, eux aussi syndiqués au NCU, et 25.000 opérateurs, syndiqués dans un syndicat séparé, l'UCW. Le 26 janvier, lorsque la grève des ouvriers avait éclaté, des milliers d'employés s'étaient joints au mouvement sans attendre les consignes syndicales. Quatre jours plus tard, les dirigeants du NCU signaient un accord séparé pour les employés et leur faisaient reprendre le travail. Quant aux opérateurs, les dirigeants de l'UCW leur donnaient consigne de franchir les piquets de grève des ouvriers, sous prétexte de ne pas gêner les négociations en cours !

Pendant ce temps, le président du NCU, John Golding, ancien député travailliste, poursuivait les négociations avec les dirigeants de British Telecom dans le plus grand secret, surtout vis-à-vis des grévistes eux-mêmes.

DÉFAITE DANS L'IMPRIMERIE

Les grévistes victimes de leurs dirigeants

Le 5 février, la direction nationale du SOGAT (le principal syndicat de l'imprimerie) a annoncé que, pour ce qui la concernait, le conflit du groupe de presse News International était terminé. Le lendemain, la direction du NGA (l'autre syndicat de l'imprimerie) lui emboîtait le pas.

Les dirigeants syndicaux ont expliqué qu'ils avaient dû choisir entre la reprise et la ruine de leur syndicat. Un choix qu'ils se sont bien gardés de confier aux travailleurs. Suite aux affrontements qui avaient opposé grévistes et policiers devant l'usine de Wapping le 24 janvier, les deux syndicats étaient l'objet de poursuites judiciaires. Ils pouvaient risquer la séquestration de leurs fonds si les piquets de grève se poursuivaient.

Les 2.500 grévistes qui restent, sur les 5.500 ouvriers licenciés par Murdoch en janvier 1986, se sont donc retrouvés lâchés en l'espace de 48 heures et privés par surprise de tout soutien moral, matériel ou juridique. Après plus d'un an passé à tenter vainement d'empêcher les camions sortant de l'usine de Wapping de livrer les journaux de Murdoch et à s'affronter inutilement avec la police, les grévistes de l'imprimerie sont cette fois-ci vaincus.

Malgré les vantardises de leurs dirigeants syndicaux, affirmant que la victoire n'était plus qu'une question de mois, bien peu de grévistes conservaient l'espoir de faire céder Murdoch. La plupart continuaient la lutte par dignité et par loyauté envers la corporation. Pour beaucoup, la fin du conflit a sans doute constitué un soulagement, même s'ils savent que, pour la plupart, un travail à la tâche plus ou moins régulier sera le seul moyen d'échapper au chômage.

Malgré l'amertume de la défaite, plus d'un millier de grévistes ont tenu à montrer ce qu'ils pensaient, en allant manifester une dernière fois devant Wapping.

Cette défaite dépasse largement le cadre des seuls grévistes de News International. Elle ne touchera sans doute pas tant la grande presse, où maintenant les jeux sont pratiquement faits. Mais il reste encore d'innombrables petites imprimeries, en particulier celles de la presse régionale et locale, qui attendaient des temps meilleurs pour moderniser. Et, cette fois-ci, il s'agit de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers relativement isolés les uns des autres, dans des entreprises de petite taille. Pour eux, la défaite des grévistes de Londres risque d'être le signal des licenciements. Déjà moins d'une semaine après la fin du mouvement, l'*Oxford Mail*, un de ces quotidiens régionaux, a annoncé le licenciement des deux tiers de son personnel ouvrier, bientôt suivi par d'autres, au pays de Galles et dans le nord du pays.

Ces enjeux-là, les bureaucrates syndicaux les connaissaient. Mais ils ont choisi de maintenir la grève isolée du reste de l'imprimerie et a fortiori du reste de la classe ouvrière.

Sans doute, s'ils avaient eu le choix, les bureaucrates auraient-ils mis fin au conflit bien plus tôt. A plusieurs reprises, ils ont essayé de faire voter la reprise. A chaque fois, ils se sont heurtés au refus opiniâtre des grévistes, qui en faisaient une question de dignité. Au fil de ces accrochages entre les grévistes et les directions nationales des deux syndicats, une autre direction est apparue dans le mouvement. Une direction issue, non de la base, mais de l'appareil lui-même, constituée en grande partie par les responsables syndicaux de la région londonienne, parmi lesquels dominait l'influence du groupe du *Morning Star* (tendance pro-soviétique exclue du PC en 1985, groupée au sein de l'ancien quotidien du PC).

Mais si cette direction usait d'un langage plus radical et plus jusqu'au - boutiste que la première, si elle s'appuyait sur la volonté de combattre des grévistes, ce n'était pas sur la base d'une politique différente, mais au contraire du même corporatisme étriqué. Pour le *Morning Star*, il s'agissait de mener la politique préconisée par les bureaucrates, mais de la mener jusqu'au bout, jusqu'au bout des affrontements inutiles et jusqu'au bout de l'isolement démobilisateur.

Aujourd'hui, le *Morning Star* tire ainsi le bilan de la grève : *"L'action héroïque des imprimeurs a coûté cher au gouvernement comme à la compagnie. Les imprimeurs ont eux-mêmes fait beaucoup de sacrifices pour arriver à ce résultat. Et ils étaient certainement prêts à poursuivre la bataille devant les grilles de Wapping, si leurs dirigeants nationaux avaient été convaincus qu'il fallait défier les lois anti-syndicales"*.

Alors, pour le *Morning Star*, cette défaite n'en est pas une. Car *"on a réussi à obliger Kinnock a*

Ce qui est en jeu chez British Telecom, c'est la capacité d'une section de la classe ouvrière jusque-là relativement épargnée par la crise à s'opposer aux mesures d'austérité qui se préparent contre elle. Derrière la flexibilité, l'aggravation des conditions de travail d'aujourd'hui, British Telecom a un plan, dont il ne fait pas mystère, qui prévoit la suppression de 70.000 emplois dans les cinq ans à venir. Mais ce qui est en jeu aussi c'est, au-delà, la capacité de l'ensemble de la classe ouvrière à prendre l'offensive contre la crise et l'austérité capitalistes. Car les ouvriers du Téléphone constituent, par leur nombre, par leur implantation nationale, l'un des contingents qui, en prenant l'offensive, seraient bien placés pour redonner confiance à la classe ouvrière dans ses propres forces.

Aujourd'hui, les travailleurs du Téléphone ont repris le travail. Les conditions de la reprise, les mouvements de colère spontanée qui l'ont accompagnée indiquent peut-être que les grévistes, ou en tout cas leur fraction la plus combative, ne se sentent pas défaits. Il y a tout lieu de penser que dans six semaines, à l'issue de la trêve concédée par le NCU, la direction de British Telecom reprendra ses attaques contre les travailleurs. On verra alors si les ouvriers du Téléphone ont gardé assez de confiance dans leurs propres forces pour reprendre la lutte.

F.R.

exprimer plus de sympathies pour les imprimeurs licenciés qu'il ne l'avait fait dans les mouvements précédents, même dans celui des mineurs''. Et, conclut le *Morning Star*, s'adressant aux grévistes : *''Dans les 15 mois qui viennent, il y aura une élection. Il faut continuer à dénoncer ce qu'est réellement la conception qu'ont les conservateurs d'une société librement dirigée par les tribunaux et la police, en fonction des intérêts des patrons tels que Murdoch. Ainsi on pourra aider à la défaite électorale des conservateurs, dont le pays a un besoin si urgent''.*

Entre les bureaucrates travaillistes des directions nationales et les bureaucrates staliniens de la direction londonienne, il n'y avait pas de divergences de fond, seulement une division du travail.

Les uns comme les autres avaient les mêmes buts : le retour des travaillistes au pouvoir, pas la défense des intérêts de la classe ouvrière par ses propres luttes.

F.R.

ITALIE

Les dockers de Gênes donnent du fil à retordre aux directions syndicales

Difficile de faire décharger les bateaux par des dockers qui ne veulent pas se laisser ''restructurer'': c'est l'expérience que sont en train de faire les autorités portuaires de Gênes, principal port d'Italie, mais aussi les dirigeants syndicaux qui tentent de leur prêter main-forte contre les dockers.

A l'origine du conflit (voir *LO* n°975), il y a la volonté des autorités portuaires d'aligner les conditions d'exploitation des dockers du port sur celles d'autres ports italiens et européens. Au nom de la concurrence nationale et internationale, il s'agit pour elles de faire faire le même travail par moins d'ouvriers. Pour cela, il leur fallait en premier lieu battre en brèche les prérogatives de la ''Compagnie unique des travailleurs du port'', sorte d'association ouvrière des dockers qui avait jusqu'à présent, traditionnellement, le monopole du chargement et du déchargement des bateaux et de l'organisation des équipes de travail, sous l'autorité de chefs — de ''caporaux'' — choisis par les ouvriers eux-mêmes. Les patrons du port de Gênes ont trouvé pour cela l'accord des centrales syndicales CGIL, CISL, et UIL, qui ont signé le 15 janvier dernier leur approbation au plan de restructuration des autorités portuaires.

Mais depuis, le plan bute sur un obstacle d'importance: la volonté des travailleurs du port, qui ne l'entendent pas de cette oreille. Le plan syndical a été accueilli par des huées. Puis, pendant plusieurs jours, le port est resté complètement bloqué. Les autorités ont alors décidé la réquisition des dockers. Par décision préfectorale, le port a été placé sous la direction d'un officier de marine, qui a pris la place du ''consul'' jusqu'alors choisi par les dockers eux-mêmes au sein de leur ''Compagnie unique''.

Mais tout cela ne fait pas fonctionner le port. Car les dockers ainsi réquisitionnés ne mettent pas une ardeur extrême à décharger les bateaux, malgré les pressions en tout genre et la campagne des divers usagers du port — armateurs, compagnies de transport et d'import-export — qui crient à ''l'asphyxie économique'' de Gênes et de toute l'Italie du Nord.

Alors, pour remettre les dockers au travail, le premier rôle est maintenant dévolu aux leaders syndicaux, et en particulier à ceux de la CGIL, la CGT italienne. Depuis qu'ils ont été désavoués par la base des dockers, ceux-ci ont ajusté leur position, tentant de paraître épouser la cause des dockers, sans désavouer pour autant l'accord qu'ils ont signé avec les patrons.

C'est ainsi que, le 12 février, le secrétaire général de la CGIL, Pizzinato, est venu en personne tenter de s'expliquer devant les dockers. Devant une assistance glaciale, il a cherché à démontrer que l'accord signé par le syndicat était un bon accord, mais qu'il avait été interprété ''unilatéralement'' par les autorités portuaires et qu'il fallait donc maintenant trouver une ''médiation'', par exemple au niveau gouvernemental.

Pizzinato tente ainsi de sauver ce qu'il peut sauver de l'influence de la CGIL parmi les dockers. Mais il se garde bien de montrer la moindre solidarité agissante avec les dockers de Gênes. C'est ainsi que la CGIL a appelé les dockers des autres ports italiens à deux heures de grève de solidarité avec ceux de Gênes, puis à décharger comme si de rien n'était les navires déroutés sur les autres ports. Curieuse ''solidarité'' que celle de la CGIL !

Le gouvernement réussira-t-il finalement, grâce à l'aide active des dirigeants de la CGIL — pour ne pas parler des autres syndicats qui, eux, sont sans nuances du côté des autorités portuaires, mais dont l'influence est minime — à faire passer l'accord auprès des travailleurs du port ? Ce n'est pas encore dit. Mais, en attendant, les dirigeants syndicaux démontrent, d'une façon visible pour un grand nombre de travailleurs italiens, qu'ils sont bien plus du côté du gouvernement, des patrons et de leur logique de profits, que du côté des travailleurs.

André FRYS

Suspect : "Une association culturelle marxiste" au sein d'un Parti Communiste

Une ''association culturelle marxiste'' au sein du Parti Communiste Italien: telle est la nouvelle extraordinaire qui fait, depuis quelques jours, les grands titres de la presse transalpine, et qui est l'objet de commentaires désapprobateurs.

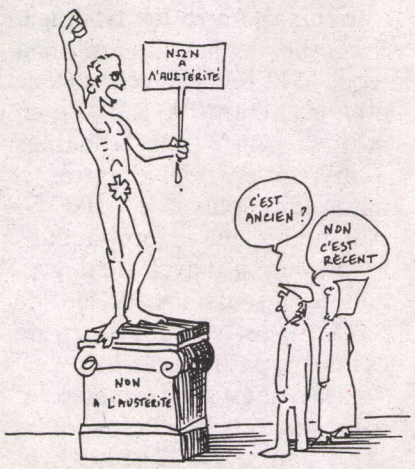
Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur le ''marxisme'' de l'association en question, dont le fondateur est en fait le leader de l'aile pro-soviétique du Parti Communiste Italien, Armando Cossutta. Mais au sein du PCI, qui se veut maintenant un parti ''de la gauche européenne'', ayant rompu avec tous les ''dogmes'' et en tout cas avec son lointain passé de Parti Communiste, se dire ''marxiste'' suffit à créer l'événement.

Pour le moment, les dirigeants du PCI ne semblent pas décidés à sévir. ''Voyons d'abord de quoi il s'agit'', ont-ils dit. En effet, Cossutta se défend de vouloir créer une fraction au sein de parti. Il sait bien que c'est interdit : sur ce plan-là au moins, le PCI est resté fidèle à son passé de parti stalinien !

GRÈCE

Les travailleurs en lutte contre l'austérité

Lundi 16 février, et les jours suivants, la Grèce a été paralysée par la grève de deux millions de travailleurs: les ministères, l'enseignement, les hôpitaux, les banques, les camionneurs, les chauffeurs de taxi, les gérants de pompes ont cessé toute activité.



A la base des revendications des grévistes: les salaires, le gouvernement grec pratiquant une politique dirigée contre les travailleurs. Déjà le mois dernier, le pays avait connu trois jours de grève quasi générale.

C'est donc l'épreuve de force entre le gouvernement et les travailleurs. Le ministre grec de l'Economie a peut-être imprudemment déclaré: *''Si le gouvernement abandonnait sa politique de revenus, il devrait alors démissionner''...*

En France ou en Grèce, la politique des gouvernants va dans le même sens. Une chose diffère, c'est la couleur politique: en Grèce, le gouvernement est ''socialiste''. Et ça ne change pas grand-chose.

JAEGER (Levallois)

112 licenciements annoncés malgré des profits considérables

Jaeger est une entreprise d'équipements automobiles installée à Levallois, qui emploie 650 personnes.

Il y a un an, de grandes manœuvres industrielles ont entraîné le rapprochement de Jaeger, qui était déjà sous le contrôle de Matra, avec le groupe Fiat.

A ce moment-là, la direction avait annoncé un *"sureffectif de 15 %"*, et laissé ainsi planer la menace de licenciement.

Depuis le début de l'année, il était question de fusionner Veglia, rue de Montreuil à Paris, et Jaeger, et la direction entretenait l'illusion que la menace de licenciement était écartée.

Mais fin janvier, la direction avait pris sa décision : 47 licenciements à Veglia-Paris et 112 licenciements à Levallois, dont 42 en FNE et 70 "secs".

Les syndicats CGT, CFDT et CGC de Levallois ont appelé à une heure de débrayage pendant le CCE, où la nouvelle devait être officiellement annoncée le mercredi 11 février dernier.

250 travailleurs ont débrayé une heure à cet appel. Ils sont montés en groupe à la porte du CCE pour protester. Au milieu des *"non aux licenciements"*, on a entendu : *"Ceux qui gagnent 6000 F ont montré à ceux qui en gagnent 100 000 F qu'ils ont de la dignité !"*.

Rendez-vous était repris pour le mardi 17. Les mêmes syndicats, rejoints cette fois par FO, ont tenu une assemblée d'information d'une heure payée, qui a réuni 500 travailleurs plutôt inquiets.

Pendant les trois jours précédents, les manœuvres d'intoxication n'avaient pas manqué : des chefs, notamment, faisaient courir le bruit qu'il n'y avait pas de licenciement dans leurs services alors que le chiffre indique qu'il y a un travailleur sur six qui est visé par ces licenciements, et l'on voit mal quel secteur pourrait être épargné. Un autre chef n'a pas hésité à inviter à un pot ceux qui arrivaient de Veglia avec ceux de Jaeger — y compris ceux qu'il a certainement mis sur la liste des licenciés de son secteur !

A la suite de l'assemblée d'information, une vingtaine de travailleurs sont montés à la direction. Le PDG dut sortir dans le couloir pour s'expliquer et a soulevé l'indignation en prétendant que, si des travailleurs étaient inquiets, lui aussi *"ne dort plus"*... *"Ce n'est pas un travail de licencier des gens"*, lui a rétorqué un travailleur.

Pour le moment, les travailleurs de Jaeger sont encore sous le coup de la surprise et se demandent quelle attitude adopter.

Pourtant, une chose est sûre, Jaeger a fait de bonnes affaires cette année. Ce que la direction a appelé *"un léger redressement"*. Dans son bilan, elle annoncait 10 millions de francs de bénéfices, mais elle a également "provisionné" 38 millions de francs pour payer les licenciements, dont le montant est déjà chiffré ! Et sans que cela ne l'empêche de "provisionner" en plus exactement la même somme que l'an dernier : 42 millions de francs.

Pour autant que ces chiffres veuillent dire quelque chose, ils signifient que Jaeger a dans sa cassette quelque 90 millions. Reste à savoir comment les travailleurs de Jaeger peuvent se faire restituer cet argent qui est le fruit de leur travail.

Correspondant LO

CGA-HBS (groupe CGE)

Les techniciens de Maintenance en grève

Mardi 17 février, 70% des techniciens de Maintenance CGA-HBS étaient en grève.

Nous sommes 240 techniciens qui travaillons sur 36 centres de tri PTT, répartis aux quatre coins du pays, pour entretenir les machines de tri postal.

C'est depuis fin décembre que la nécessité de préparer la grève était en discussion au sein des équipes de maintenance CGA-HBS. La direction venait d'annoncer qu'il n'y aurait pas de rattrapage des salaires pour l'année 1986 et qu'elle supprimait la prime de fin d'année de 1000 F.

Plusieurs courriers, de nombreux échanges téléphoniques, des réunions sur Paris, ont abouti à une première plateforme revendicative.

Nos raisons de mécontentement sont multiples ; les salaires en premier bien sûr, car beaucoup sont au mini de la convention collective et, pour 1987, il n'y aura que 1,2% d'augmentation générale. Il y a aussi une série de revendications jamais satisfaites depuis des années.

Et puis, nous avons pris connaissance de la grille des salaires à l'établissement de Brétigny, qui fait lui aussi partie de CGA-HBS depuis la fusion au sein de la CGE. Nous avons ainsi pu constater que les salaires à Saint-Denis étaient inférieurs de 300 à 1000 F selon les catégories. Et cela a d'autant plus indigné les techniciens de maintenance que la direction avait justifié la suppression de la prime de 1000 F, par le fait qu'il fallait s'aligner sur ceux de Brétigny qui, eux, ne la touchaient pas...

Mardi 17 février donc, nous nous sommes retrouvés à l'établissement CGA-HBS de Saint-Denis auquel sont rattachés les techniciens. Réunis en assemblée générale, nous avons voté les revendications :

— 500 F d'augmentation pour tous ;
— revalorisation des indemnités de déplacement de 5% ;
— abandon des tests pour les changements de niveaux ;
— restitution des ponts payés ;
— et des revendications propres au service maintenance.

Un comité chargé d'organiser la grève et de rencontrer la direction a été élu.

A midi, les 8 techniciens du secteur Contrôle industriel décidaient de se joindre à la grève et se réunissaient aussitôt pour rédiger leurs revendications : les mêmes revendications générales que celles de la Maintenance, plus leurs revendications propres.

Dans l'après-midi, les techniciens de Maintenance sont montés voir la direction, qui refusait de répondre. Une heure plus tard, leurs revendications rédigées, les techniciens du Contrôle industriel entreprenaient la même démarche et entendaient la même réponse.

Devant le succès de la grève en Maintenance, grève qui commence à s'étendre, et face à l'absence de réponse de la part de la direction, la grève a été reconduite au lendemain 18 février.

Les discussions entre grévistes ont montré que la tâche principale pour la suite du mouvement sera, pour commencer, de s'adresser et de faire toutes les démarches possibles en direction des autres services de Saint-Denis, qui sont confrontés aux mêmes problèmes.

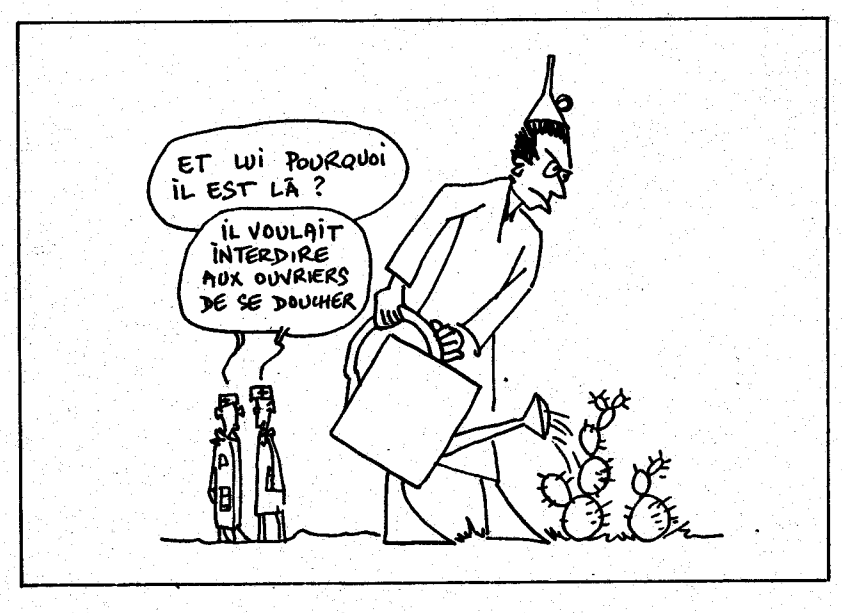
Correspondant L.O.

RHÔNE-POULENC-CHIMIE (Pont-de-Claix - Isère)

A vouloir couper l'eau, on se fait doucher

Vendredi 6 février, dans un atelier d'entretien de secteur, le chef d'atelier se rua dans le vestiaire, cinq minutes avant la fin de la journée, en vociférant. Il ferma l'arrivée d'eau sur les douches et lorsque les ouvriers sortirent, il proclama qu'il faisait sauter un quart d'heure à chacun.

Le lundi 9 février, à la prise du travail, le chef d'atelier refusa de présenter des excuses, et voulut envoyer immédiatement tout le monde au boulot. Les dix ouvriers qui composent l'atelier restèrent groupés pour discuter. Un délégué appela le chef des services d'entretien de l'usine qui arriva une heure après. Il réunit son encadrement local puis au bout d'une heure, les quatre chefs vinrent dans l'atelier devant les ouvriers. C'est le chef des services de l'usine qui parla, les chefs du secteur étaient figés comme des piquets, très pâles, les lèvres pincées. Il déclara qu'il présentait des excuses pour les faits de vendredi, qu'il payait le quart d'heure ainsi que les deux heures perdues ce lundi. Il confirma que les ouvriers d'entretien pouvaient aller prendre leur douche un quart d'heure avant la fin de la journée de travail sans informer leur encadrement. Le travail reprit, tous étaient bien contents d'avoir entraîné cette déculottade des chefs.



Correspondant LO

MONTUPET (Nogent-sur-Oise)

Il y en a ras-le-bol

Les fonderies Montupet, à Nogent-sur-Oise, qui fabriquent des culasses et des collecteurs pour voitures, emploient 650 ouvriers.

Le patron en prend de plus en plus à son aise. Régulièrement, il y a des erreurs sur la paie et toujours à notre désavantage. Sur celle de janvier (qu'on a reçue le 11 février), cela a été le bouquet : entre 100 et 500 F en moins pour des dizaines d'ouvriers et, pour d'autres, il manquait plus de 1000 F. Autant dire que ce jour-là, dans les ateliers, il y avait de la grogne : les discussions fusaient de partout et beaucoup ne cachaient pas leur ras-le-bol.

Si la paie est ainsi rabiotée, les heures de travail, elles, sont en super-hausse. De 42 heures hebdomadaires en moyenne en septembre, on en est maintenant à 45 heures. Certains font même bien plus : 47 heures, 52 heures et même 56 heures en une semaine ! Il n'y a plus que 15 minutes de casse-croûte au lieu de 30 ; les samedis matins et après-midis à l'usine ne se comptent plus. Et même pour une dizaine d'ouvriers, la nuit, il faut faire 48 heures au lieu de 40 heures comme cela se faisait depuis des années. De plus, tout cela s'accompagne d'une augmentation des cadences !

Pour le moment, le mécontentement ne s'est pas transformé en coup de colère. Il n'empêche que le patron a évité de justesse, avec son histoire d'erreur "involontaire" sur la paie, un coup de Trafalgar !

Les travailleurs face à la hausse des prix et au blocage des salaires

La vague de hausses du début de l'année ne laisse bien sûr pas les travailleurs indifférents. Dans les ateliers et les bureaux, les discussions vont bon train. Cela va de la résignation, voire de la course aux heures supplémentaires pour améliorer la paye, à l'indignation et parfois, bien que rarement jusqu'à présent, à la volonté de se battre.

Mais c'est dans la discussion que les réactions ouvrières s'expriment pour l'instant. Et les conversations que les travailleurs ont entre eux attestent que la politique patronale et gouvernementale fait monter la température. Voici quelques réactions en direct des entreprises que nous rapportent des militants de Lutte Ouvrière.

La grogne sur les salaires est générale. Mais les travailleurs n'en sont pas à suivre l'exemple des cheminots.

• ***A Chausson - Asnières,*** on discute des hausses de loyers et des autres, dont celle de la mutuelle. On constate que les entreprises gagnent de l'argent et que la Bourse rapporte.

• ***A Citroën Saint-Ouen,*** des travailleurs remarquent: *"Ils y vont fort, les salauds"*. Et ils relèvent la hausse des assurances, disant: *"Il n'y a que notre paye qui ne bouge pas"*. D'autres essayent de se rassurer: *"Mais le gouvernement dit que la hausse des loyers serait limitée à 3 % pour l'année"* ou: *"Pour les chèques payants, ils ont quand même reculé"*. La hausse des prix, c'est pour beaucoup encore quelque chose qui *"nous tombe sur la figure, auquel on ne peut pas grand-chose."*

Maniant l'ironie, un délégué CGT a demandé à la direction confirmation d'une hausse des salaires de 6 % pour l'année, *"puisque Calvet* (PDG de Peugeot - Citroën) *conseillait 6 % d'augmentation pour les tarifs des garagistes et qu'il fallait bien sûr que les usagers puissent payer"*. Réponse de la direction: *"Vous mélangez tout"*.

• ***A Citroën - Aulnay,*** à la CX, les ouvriers s'étaient regroupés sur le temps de pause. Ils étaient une soixantaine pour discuter de la demi-heure supplémentaire par jour qu'on veut leur faire effectuer. Les ouvriers ne sont pas vraiment contre, d'autant plus que la prime d'équipe diminue de 20 % ce mois-ci (l'alternance étant supprimée) et que c'est une manière — pas la meilleure! — de se rattraper. C'est d'ailleurs l'argument de la direction. La discussion a surtout porté sur l'aménagement des heures supplémentaires, certains préférant travailler le samedi.

• ***A Renault - Flins,*** aux Presses, une quarantaine d'ouvriers de l'entretien sont allés discuter avec le chef d'atelier, demandant des comptes sur le manque d'effectifs, sur les ouvriers qui réussissent leur essai mais qui n'ont pas de "rallonge" individuelle, et sur l'augmentation des salaires. Réponse du chef, en gros: *"Je n'y peux rien"*. Au bout d'une heure il a essayé de convaincre les ouvriers que, puisque c'était une discussion avec lui, il ne les comptait pas en grève. Mais les gars ont décidé qu'eux, ils étaient en grève pendant cette discussion. Ils sont retournés voir le chef pour dire que, si dans deux jours ils n'avaient pas de réponse positive, ils se mettront en grève. Il a été discuté d'aller voir d'autres ouvriers d'autres secteurs, mais c'est surtout vers d'autres professionnels, plutôt que vers les ouvriers de fabrication du même secteur, qu'il a été envisagé d'aller.

• ***Toujours à Renault -Flins,*** cette fois-ci au Bâtiment S, ça discute sur les heures supplémentaires. Un ouvrier dit: *"D'un côté le syndicat appelle à rester chez soi le samedi, par tract; mais X et Y viennent le samedi"*. Mais quand on lui demande si lui vient le samedi, il répond: *"Oui mais moi je n'appelle pas à la grève"*.

Par ailleurs il se trouve y compris des délégués CGT qui ne suivent pas la politique de leur syndicat et se justifient, comme celui qui dit: *"Tous les gars viennent le samedi, et on ne peut pas faire autrement. Nous aussi on a besoin d'argent"*; ajoutant: *"L'influence du syndicat, c'est foutu"*.

Dans d'autres secteurs, le vent de la démoralisation passe aussi, mais cela n'empêche pas que des travailleurs commencent à s'organiser.

• ***A Air France - Orly,*** dans un atelier (DM-LO), c'est à plusieurs dizaines que des travailleurs se sont réunis indépendamment de leur appartenance ou non-appartenance syndicale, pour discuter de leurs revendications et établir une plate-forme. Dans un autre secteur, celui des pistes, de l'OS à l'hôtesse on parle des salaires (il n'y a pas d'augmentation depuis plus d'un an) et de la hausse des prix. Ici, les ouvriers viennent de perdre un petit avantage. Selon la façon dont ils posaient leurs congés, ils récupéraient un ou deux jours supplémentaires. Maintenant la direction leur impose le mode de calcul le plus désavantageux. Il y a peu de réactions. *"C'est le règlement"*, disent des travailleurs résignés.

• ***Chez Dassault Saint-Cloud,*** la direction annonce les propositions salariales pour les deux prochaines années: 0 %. En "contrepartie", il y aurait un développement de l'intéressement à l'entreprise, sous forme de prime. Des travailleurs disent: *"En plus, ils vont nous dire qu'on a de la chance d'avoir un emploi"*. *"Ils font ce qu'ils veulent et nous ne sommes bons qu'à baisser le pantalon"*. C'est donc une colère impuissante... du moins pour le moment.

• ***A l'Aérospatiale - Blagnac (Toulouse),*** un proche du Parti Socialiste dit: *"C'était Barre qui a inauguré la politique de blocage des salaires"* et: *"C'était mieux un blocage des salaires sous la gauche, puisqu'il y avait blocage des prix"*. Les gars autour de lui n'étaient pas du tout d'accord...

• ***A la CGCT de Marne-la-Vallée,*** où le paiement des chèques avait soulevé beaucoup de discussions, les travailleurs étaient outrés. Beaucoup disent: *"C'est quand même pire avec la droite. Qu'est-ce qu'on ramasse!"*. Les illusions reviennent, des travailleurs voulant oublier que la gauche a ouvert la voie des mesures anti-ouvrières, par laquelle la droite aujourd'hui n'a plus qu'à s'engouffrer.

• ***Au tri PLM des PTT,*** la semaine dernière a été marquée par le problème des heures supplémentaires. Suite à une décision du directeur, le taux de paiement a baissé. D'où un mécontentement de ceux qui en font. Ils avaient décidé de faire la grève des heures supplémentaires, mais ils n'ont pas tenu très longtemps (4 jours), et le directeur est resté sur ses positions.

• ***A la SNCF à Nevers,*** autre problème: deux gars on fait circuler une pétition pour protester contre la hausse de 10 % de la cantine et de 33 % du café. C'est la CGT qui, majoritaire au CE, s'occupe de la cantine.

• ***A la Sécurité sociale, la CRAMIF de Paris,*** quand les travailleurs ont appris que pour l'année on ne leur proposait que 0,5 % sur la valeur du point et qu'il y avait toujours en suspens la discussion sur une prime de 2 %, ils en ont discuté autour des panneaux syndicaux. Le mécontentement s'exprimait et on entendait dire ironiquement: *"Mais qu'est-ce qu'on va faire avec tout ça?"*, tandis que certains discutaient du prix des actions en Bourse et que l'augmentation des loyers revenait dans les sujets de mécontentement.

• ***Toujours à la Sécurité sociale, mais à Bourges,*** cette fois. Des militants syndicaux avaient fait des prises de parole dans les services, regroupant entre quelques personnes et quelques dizaines. Après avoir constaté que 0,5 % faisait environ 20 francs net pour un salaire de 5000 francs, on entendait apprécier ainsi la proposition: *"On a envie de leur foutre sur la gueule"*. *"C'est même pas un place de ciné, c'est deux steaks en plus"*... *"Ils ont pourtant du fric, la Bourse n'arrête pas de grimper"*. *"Ils nous ponctionnent en diminuant les remboursements et en augmentant les impôts, et ils nous diminuent nos salaires. C'est déjà moins que l'inflation du mois dernier"*.

Pas mal de gens ont calculé la diminution de leurs salaires (1000 francs pour l'an dernier): et, sur la comparaison entre deux mois de cette année et de l'an dernier, la différence va de 200 à 300 francs. Mais pour le moment, peu nombreux sont ceux qui parlent de lutte, et c'est surtout pour regretter de ne pas l'avoir faite en même temps que les cheminots.

• La grève des cheminots revient d'ailleurs souvent dans les discussions, mais de façon variée et contradictoire. Comme par exemple à la *VIA Assurances,* où de nombreuses discussions, sur les loyers et la loi Méhaignerie, les chèques payants et le timbre sur les lettres à la Sécurité sociale, se concluent par une unanimité contre le gouvernement. On entend dire: *"Ça va péter, ça ne peut plus durer"*. Mais il y a en même temps des réflexions constatant avec amertume qu'avec quatre semaines de grève les cheminots n'ont rien obtenu.

Les travailleurs, après s'être indignés des dernières mesures à leur encontre et des dernières augmentations, en étaient donc encore jusque-là à peser et à soupeser la situation dans laquelle ils pourraient être amenés à intervenir.

CRÉDIT LYONNAIS

Deuxième journée de grève contre la flexibilité

Au Crédit Lyonnais, un mot d'ordre de grève de 24 heures avait été lancé par la CGT, FO et la CFTC pour le vendredi 13 février. C'était un appel pour protester contre le protocole d'accord sur l'ouverture des guichets et services, signé par la CFDT et le SNB.

Le vendredi 13 avait été choisi parce que c'était le jour où banquiers et syndicats négociaient sur les salaires, et la grève concernait aussi ce problème.

Ce mouvement faisait suite au débrayage du lundi 2 février, appelé par CGT et FO. Depuis, aucun secteur n'avait continué la grève, excepté à Levallois (voir encadré).

Le 13, la CGT, FO et la CFTC avaient appelé à se rassembler à 9 heures devant le siège, pour aller ensuite manifester devant l'AFB. FO avait appelé, en outre, à une assemblée générale à partir de 11 heures.

Vendredi 13, il y avait 400 personnes dans le hall du bâtiment du Siège, situé boulevard des Italiens (contre 700 le 2 février). Beaucoup de grévistes étaient restés chez eux : c'était un vendredi et, qui plus est, une veille de vacances scolaires. Chaque organisation syndicale a pris la parole. Puis nous sommes donc allés manifester devant le siège de l'AFB, rue Lafayette. Il y avait environ 1.500 personnes de plusieurs banques : BNP, Crédit Lyonnais, CCF, Crédit du Nord, Société Générale (avec un cortège CFDT qui fut très applaudi).

C'est à ce moment qu'un incident assez violent opposa FO à la CGT : la manifestation fut brutalement coupée par le service d'ordre de la CGT, qui s'interposa devant la banderole FO du Crédit Lyonnais. Après avoir qualifié ces méthodes comme elles le méritaient, les militants de FO passèrent quand même, aidés d'ailleurs par des militants CFDT du Crédit Lyonnais et quelques militants de la CGT du CIC, pas vraiment d'accord avec leurs propres camarades.

Peu après, un représentant de FO, sorti de la séance de négociations, nous apprit que la fédération SNB désavouait la signature du protocole d'accord sur l'ouverture des guichets par le SNB Crédit Lyonnais. Il fut vivement applaudi. Quant aux salaires, aucune surprise : 1,7% en tout et pour tout, réparti en 1% au 1er juin et 0,7% au 1er novembre.

L'assemblée générale organisée par FO au siège du Crédit Lyonnais a rassemblé une centaine de personnes : trop peu nombreux pour décider d'une suite. Les participants ont pris la parole pour raconter la grève dans leurs services ou agences, ou pour poser des questions sur les chances que l'accord ne puisse pas être appliqué.

Depuis, nous sommes retournés dans nos services et agences. Mais la grogne est là. La volonté de se battre n'est pas encore vraiment au rendez-vous, même si certains disent que 24 heures ne suffiront pas pour faire reculer banquiers et gouvernement et qu'il faudra faire plus.

Correspondant LO

Au centre de Levallois

Par tract, des employés syndiqués et non syndiqués avaient appelé à une assemblée générale le vendredi 6 février. Il est vrai que c'est dans ce secteur que le débrayage du lundi 2 février avait le mieux marché.

Mais le vendredi matin, à l'assemblée générale de Levallois, il n'y avait que 70 personnes. La CGT, de son côté, avait appelé à une autre réunion l'après-midi, pour aller porter à la direction de Levallois les résultats du référendum qu'elle avait organisé, où le NON à l'ouverture des guichets six jours sur sept l'emportait largement sur ce centre.

Certains, découragés du petit nombre de participants le matin, ne sont pas revenus à 15 heures.

Une centaine de personnes se sont rassemblées et sont montées à la direction. Elles se sont ensuite, dispersées, en se donnant rendez-vous le 13 février.

ECHOS DES ENTREPRISES

ROSE OU NOIR ?

Le chiffre d'affaires de la DEC (Enertec Montrouge) a augmenté en 1986 de 5,7%.

Ça, c'est pour Montrouge, usine pour qui 1986 aurait été "l'année noire", selon la direction.

On peut noter au passage que 5,7%, c'est plus que l'inflation ; et plus que l'augmentation de nos salaires, cela va sans dire.

Et à cela, il faut rajouter autre chose : l'effectif a baissé d'une centaine de personnes durant cette même année.

Faites le calcul : en moyenne, le chiffre d'affaires par personne a donc augmenté de 20%...

Si c'est une année noire pour la DEC, que sont les années roses !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière La Voix des Compteurs (Montrouge)

APRES LE TRAVAIL AU NOIR, LES ACCIDENTS AU NOIR

La direction a distribué des médailles "Sécurité 86", pour les services et les ateliers où il n'y a pas eu d'arrêt de travail pour accident l'année dernière.

En fait, ce qui compte pour Citroën, ce ne sont pas les accidents, ce sont les jours d'arrêt. Ceux qui se blessent sans s'arrêter parce que leur chef leur promet "un petit boulot" dans "un petit coin" ne sont pas comptés comme victimes d'accidents car ils ne sont pas réellement déclarés.

Ce camouflage d'accidents rapporte de l'or à la direction et n'amène que des ennuis aux blessés en cas de complications.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière Citroën - Saint-Ouen Gare et les Epinettes

PARITHERM

Ils ont gagné

Les ouvriers de Paritherm (la société extérieure qui, au Crédit Lyonnais, assure la climatisation, le chauffage, l'électricité), qui s'étaient mis en grève le jeudi 5 février pour leurs salaires et les conditions de travail, ont gagné.

Après des refus, des avancées, des reculs, la direction a finalement accordé 7% d'augmentation pour tous et 10% pour ceux qui accepteraient un changement d'affectation. Elle leur verse aussi une prime de 1.000 F, qui paie la moitié des jours de grève, l'autre moitié étant récupérable sur six mois. Et le cadre qui dirigeait le chantier, connu pour ses méthodes répressives, a été remplacé.

Bref, les ouvriers de Paritherm ont le moral et quand ils ont repris le travail, lundi 16, les chefs étaient on ne peut plus gentils avec eux.

Ils ont distribué un tract sur les autres chantiers, pour expliquer à leurs camarades de travail qu'ils ont gagné parce qu'ils ont tenu bon jusqu'au bout et tous ensemble.

Correspondant LO

BNP POISSONNIÈRE (Paris 2e)

Contre le travail du samedi

Le débrayage lancé pour le 13 février a été bien suivi au CCFD (Centre de comptabilité de 400 personnes). Il y avait environ 40% de grévistes et une trentaine de personnes se sont jointes à la manifestation devant l'AFB et le ministère des Finances.

Quelques jours avant, la CGT, la CFDT et la CFTC étaient passées dans les bureaux pour appeler le personnel à participer au mouvement. On a même vu le délégué CFDT prendre la parole dans les bureaux pour nous dire qu'il n'était pas d'accord avec la signature de la CFDT sur l'aménagement du temps du travail au Crédit Lyonnais. Tout le monde l'a remarqué, car l'année dernière, quand la loi avait été discutée au Parlement, il était passé pour nous dire de ne pas faire grève. D'après lui, l'aménagement du temps de travail sous la gauche, c'était meilleur que sous la droite.

Depuis 1983, moment où les banquiers ont commencé à parler de l'ouverture 6 jours sur 7, la mobilisation au CCFD a toujours été assez importante. Quand l'accord a été signé au Crédit Lyonnais, tout le monde s'est inquiété car on a bien conscience que, si cet accord est mis en place au Crédit Lyonnais, ce sera bientôt la même chose à la BNP. Et la participation à la manifestation, beaucoup plus importante que d'habitude, est sans aucun doute liée au fait que beaucoup d'entre nous ont discuté autour d'eux de l'importance de l'enjeu et ont milité pour le débrayage.

Correspondant LO

BENDIX (Beauvais)

La neige et l'EDF ont bon dos

Les jours où il y a eu des coupures de courant dues aux grèves de l'EDF, la direction n'a pas perdu de temps pour nous renvoyer chez nous, sans nous payer. La récupération s'est faite au "volontariat", la nuit, le samedi et même le dimanche !

Dans cette usine, la direction licencie 9 travailleurs par mois depuis déjà 2 ans et, de ce fait, il règne un climat d'insécurité permanente. Le "volontariat" dont parle la direction est donc tout relatif. D'autant plus que, pour nous faire venir récupérer la nuit, on nous l'a souvent demandé individuellement, par l'intermédiaire des chefs et au téléphone !

Peu de temps après, lorsque des cars de ramassage sont arrivés en retard, du fait de la neige, la direction a refusé de payer les retards aux travailleurs concernés, comme elle le faisait les autres années. Elle a proposé, en compensation, de venir récupérer le temps perdu, c'est-à-dire quelques minutes ou au plus une ou deux heures, en venant travailler le week-end.

La direction, en même temps qu'elle entend licencier, voudrait qu'en plus de la semaine, nous venions aussi travailler le week-end. Mais si c'est son avis, ce n'est pas le nôtre !

ATOCHEM JARRIE (Isère)

La direction recule mais les postés continuent leur lutte

Depuis plus d'un an, la direction entretenait les syndicats et le personnel de l'usine sur son intention de modifier le calcul du salaire des postés, le nouveau calcul prenant en compte *"le mérite personnel"*. Le salaire actuel est calculé en fonction du poste de travail : les travailleurs sur un même poste ont le même coefficient, donc le même salaire. "A travail égal, salaire égal" : c'est ce à quoi tiennent les postés.

Les postés représentent, à 280, environ le tiers des effectifs de l'usine. Ils firent un premier mouvement de grève en décembre, puis décidèrent, avec les organisations syndicales, de repousser leur mouvement après celui des cheminots qui, à leurs yeux, pouvait faire passer leur propre lutte sous la table.

C'est le 2 février qu'en assemblée générale, ils décidèrent la grève de 24 heures reconductible chaque jour en assemblée générale ! La grève est depuis lors reconduite chaque jour. Une centaine de grévistes participe aux assemblées générales, et la grève est votée à l'unanimité.

L'usine est donc paralysée, car ce sont les postés qui assurent la production. Ils ont même mis en place, pendant deux semaines, un blocage des camions et des trains venus prendre livraison des produits. En fin de semaine dernière, d'abord la CFDT puis la CGT rencontrèrent la direction. La direction se montra prête à reconsidérer sa proposition d'individualisation des salaires en intégrant... la proposition de la CGT, c'est-à-dire : *"Le salaire de poste est et reste le salaire de base"* et *"La prime de qualification sera d'une valeur de 150 F par mois, indexable"*. Sur cette base, la CGT proposa et fit accepter pour le lundi 16 une consultation "pour" ou "contre" la nouvelle proposition de la direction. Le vote a eu lieu lundi à 17 heures. Si c'était le "pour" qui sortait de l'urne, la reprise du travail se faisait dans la foulée. 180 postés sont venus voter. 147 votèrent "contre", 33 "pour". Pour les postés, le maintien de la prime au mérite (même baptisée prime de qualification) ne passe pas. Et les 147 "contre" se sont chaleureusement applaudis.

Les postés ont donc reconduit leur grève pour 24 heures. Et le principe d'assemblées générales quotidiennes avec vote sur la grève est maintenu. Seul le blocage des portes — prétexte à constats d'huissier — a été levé ce week-end et n'a été que partiellement reconduit. Les postés en grève restent isolés par leur refus de s'adresser aux "journaliers" de l'usine. Les "journaliers", eux, sont touchés par un lock-out encore très partiel, mais qui risque d'être généralisé.

Pour le moment, c'est plutôt de la sympathie qui s'exprime vis-à-vis des "postés", mais aucune volonté de les rejoindre dans leur combat. *"Ils se battent pour eux, pour leur statut,"* entend-on. Certes, les salaires concernent tous les travailleurs, et surtout les "journaliers", dont les salaires sont très souvent inférieurs à ceux des "postés". Mais ils disent : *"Les salaires ne sont pas le problème des postés"*. L'extension de leur mouvement, les postés en parlent. Mais ils le voient par l'intermédiaire de la CGT aux autres postés du groupe Atochem, dont l'usine de Pierre-Bénite dans le Rhône, où un mouvement des postés a eu lieu lundi. Mais Pierre-Bénite est à plus de cent kilomètres, alors qu'à cinq kilomètres seulement, à Pont-de-Claix, les postés de l'usine Rhône-Poulenc, qui sont 900, expriment eux aussi leur volonté d'obtenir un statut des postés, et effectuent des débrayages de deux heures. Les postés d'Atochem, qui sont allés collecter aux portes de Rhône-Poulenc, ont eu un très bon accueil.

FRANCE-GLACES-FINDUS (Beauvais)

La cuisine du patron ne passe pas

Les affaires de France-Glaces-Findus qui produit les glaces Gervais et les produits surgelés Findus, dont notamment la fameuse "gamme légère" qui fait l'objet de tant de publicité, marchent de mieux en mieux. Le bénéfice de l'usine de Beauvais, la principale usine de la marque, qui compte 2500 travailleurs, a augmenté de 7,7 % d'octobre 1985 à octobre 1986. Elle croule sous les commandes. D'après un compte-rendu du Comité d'établissement de décembre dernier, la production totale pour Findus, qui était prévue de 29 000 tonnes en 1986, a été de 34 000 tonnes, et la direction a fixé 39 000 tonnes comme objectif pour 1987.

Seulement, mieux ça va pour le patron, moins ça va pour nous. On fabrique peut-être la gamme légère, mais les cadences, elles, sont pesantes. Par exemple les caristes, qui transportaient 60 palettes de produits en moyenne par jour il y a quelques années, en transportent aujourd'hui couramment 100 à 120, voire certains jours 150.

De la même façon à la chaîne "pizza" où, il y a cinq ans, on faisait 28 charges par jour, la moyenne est aujourd'hui de 37 à 38 charges avec le même personnel et le même matériel.

Aux Crèmes glacées, la direction a décrété en ce début d'année qu'une seule polyvalente remplaçante suffirait désormais pour deux chaînes, là où il y en avait une par chaîne précédemment : de la sorte, il est devenu encore plus difficile de s'absenter cinq minutes de la chaîne.

A Findus, vu le surplus de production, les chefs ont demandé à un certain nombre de travailleurs, pendant plusieurs mois, de reculer les jours de congés restants qu'ils avaient à prendre. Et le comble a été atteint lorsque la direction a demandé des volontaires pour venir travailler le dimanche ! Deux dimanches sont prévus en février et deux en mars.

Le travail le samedi a déjà été imposé il y a quelques années et de nombreux travailleurs craignent que le travail du dimanche devienne régulier. C'est la raison pour laquelle, à l'appel de la CGT, près de 200 travailleurs de chacune des trois équipes ont débrayé une heure le 6 et le 11 février, pour protester.

La direction mise évidemment sur les bas salaires pour trouver des volontaires. Un travailleur ayant dix ans de maison, par exemple, gagne de 4700 F à 5200 F net par mois. Et pour maintenir des salaires bas, la direction saute des promotions pour des centaines d'entre nous depuis des années.

Les postes sont systématiquement sous-payés. Sur certaines lignes où, d'après les normes de la direction, les salariés devraient être payés en tant que Q1, ils n'ont que des salaires d'OS.

Devant le peu d'enthousiasme suscité par le travail le dimanche, la direction a fait quelque peu monter les enchères, offrant de payer les heures du dimanche à 125 %, puis à 150 %, pour finir à 200 %. De la sorte, elle a fini par trouver des volontaires. C'est bien la preuve qu'elle a de l'argent et qu'elle aurait les moyens d'augmenter nos salaires !

Les emplois précaires systématiques

Dans cette usine qui marche bien, où les patrons se sont vantés de faire passer les effectifs de 2000 à 2500 personnes, l'embauche s'est faite systématiquement, depuis déjà plusieurs années, sous forme de contrats et de stages temporaires. Le patron veille pour chacun à entrecouper les contrats de périodes chômées pour se permettre en toute légalité de ne pas être obligé d'embaucher. De nombreux travailleurs qui ont effectué au total des mois, voire des années, de travail en contrats successifs pour Findus, se sont vu proposer début janvier des contrats de quatre mois seulement alors que les autres années, ils avaient des contrats d'au moins huit mois. D'autres n'ont pas été repris du tout car le patron, pour bénéficier à fond des dégrèvements de charges sociales accordés par le gouvernement, préfère prendre des jeunes de 18 à 25 ans.

Seules 70 personnes environ ont été embauchées définitivement, sur des centaines de temporaires que compte l'usine. Et la plupart du temps avec une paye d'OS alors qu'ils font un travail qualifié.

50 jeunes ont été pris dans des conditions encore plus défavorables : en stage d'insertion à la vie professionnelle (SIVP, dits "TUC améliorés"), pour travailler durant un an dans les conditions de l'usine, avec seulement 200 heures de cours prévues.

Findus, une entreprise qui marche fort — Mme Bettencourt, un des principaux actionnaires du groupe, n'est-elle pas une des femmes les plus riches de France ? — profite du chômage pour faire travailler les salariés dans des conditions qui vont de pire en pire. Les patrons tirent sur la corde, mais beaucoup se disent que ça va finir par craquer.

Correspondant L.O.

GUERRE D'ALGÉRIE

"Pour l'exemple"

L'affaire Fernand Iveton de Jean-Luc Einaudi

Il y a tout juste trente ans, le 11 février 1957, était guillotiné à Alger l'ouvrier pied-noir Fernand Iveton, le seul Européen de la guerre d'Algérie à être exécuté par décision de justice. Il avait été condamné à mort à peine trois mois auparavant par le Tribunal militaire d'Alger pour "tentative de destruction par substance explosive d'édifices habités ou servant à l'habitation".

Fernand Iveton était un militant du Parti Communiste Algérien, un de ceux qu'évoque également Gaston Donnat dans ses Mémoires (*Afin que nul n'oublie* — cf. L.O. n°965, 29 novembre 1986) et qui, devant la lutte d'indépendance du peuple algérien, ne se résignèrent pas à l'inaction, malgré l'impasse politique à laquelle les avait conduits la direction de leur Parti, soumise au PCF. Intégré dans le FLN, il déposa, le 14 novembre 1956, une bombe à retardement dans un local non utilisé de l'usine à gaz où il travaillait. Il tenait à faire savoir qu'il se trouvait tout de même des "pieds-noirs" pour se placer dans le camp des Algériens en lutte, mais il ne voulait pas que sa bombe fît des victimes: son explosion était prévue pour une heure où l'usine serait vide, et ne ferait que des dégâts matériels.

Elle n'en fit, en fait, aucun car la bombe n'explosa même pas. Iveton fut arrêté avant.

Dans ces conditions, sa condamnation à mort dans le cadre d'une procédure expéditive revêtit une signification politique, indépendante des faits reprochés. Au défi de toute "justice" — même bourgeoise — Iveton fut envoyé à la mort de sang-froid, pour des considérations d'opportunité politique. C'est ce que Jean-Luc Einaudi met en lumière dans son livre qui donne également une description attachante de l'ouvrier communiste Iveton et de son milieu.

En cette fin d'année 1956, non contents d'avoir obtenu du gouvernement "socialiste" Guy Mollet, en place depuis janvier, tous les pouvoirs de police pour l'armée en Algérie, les milieux colons et militaires s'acharnaient à le taxer de mollesse, lui reprochant notamment de ne pas faire exécuter tout de suite les nombreux condamnés à mort en Algérie. A ces pressions-là, Guy Mollet et ses ministres, Bourgès-Maunoury, Mitterrand, Lacoste, étaient ô combien sensibles.

Par ailleurs, la thèse officielle était alors qu'avec le FLN, on en était au "dernier quart d'heure", et que les attentats n'étaient le fait que des communistes. Si bien que l'arrestation d'Iveton arrivait en somme à point nommé pour le gouvernement. Le secrétaire général de la police d'Alger, Paul Teitgen (cité par Einaudi), a raconté que *"Quand Iveton a été arrêté, Lacoste jubilait. Enfin, on avait trouvé un communiste"*... Immédiatement, une campagne de presse anti-communiste se déchaîna non seulement en Algérie, mais aussi en France. L'"affaire" Iveton venait après la "trahison" de l'aspirant Maillot qui, communiste lui aussi, avait déserté en embarquant le camion d'armes dont il avait la charge. *"Communiste assassin"*, titrèrent *Paris-Presse, Le Figaro, Le Parisien Libéré*. Certains politiciens demandèrent la mise hors la loi du PCF.

La campagne anti-communiste ne fut pas seulement le fait de la droite. Le journal du Parti Socialiste, *Le Populaire*, proclama: *"Les communistes d'Alger fabriquent des bombes pour assassiner les Français"*. Journal d'un parti gouvernemental, il assumait, qualifiant aussi de *"roman"* le récit des tortures subies par Iveton, entre autres.

L'ouvrage rappelle qu'au même moment, le ministre d'Etat Garde des Sceaux — François Mitterrand — faisait accélérer l'examen des recours en grace des condamnés à mort. Ce qui, dans le contexte, signifiait donner satisfaction à ceux qui appelaient aux exécutions capitales. Au terme de cette accélération de la procédure, ce n'est en effet pas sa grace que le Président de la République d'alors, René Coty, allait dispenser. Du 3 au 12 février 1957, seize exécutions capitales eurent lieu en Algérie, dont celle d'Iveton, un chiffre jamais atteint jusqu'alors. Les "Ultras" d'Algérie, l'armée, voulaient des têtes. Ils en obtinrent. Le gouvernement socialiste n'avait rien à leur refuser.

"L'enquête" de Jean-Luc Einaudi est un vibrant réquisitoire, non seulement contre la droite et l'extrême-droite, mais également contre les socialistes et la gauche au gouvernement. Sans doute le fait de ressortir cette affaire aujourd'hui ne nuit-il pas à la politique actuelle du PCF par rapport au PS. Cependant, l'auteur ne cache pas les responsabilités du PC dans la guerre que mena l'impérialisme français contre la lutte d'indépendance du peuple algérien, son rôle peu reluisant par exemple lors des émeutes du Constantinois de 1945. Dans le cas particulier du militant Iveton, il évita soigneusement de "se mouiller", allant même, Einaudi le relate, jusqu'à refuser catégoriquement qu'un avocat du Parti assure sa défense.

Lorsque, en 1983, l'auteur a fait des démarches auprès du ministère de Charles Hernu, il n'a pas pu avoir accès au dossier Iveton. Les dossiers *"de cette nature"* ne sont, paraît-il, ouverts au public que *"lorsqu'un délai de cent ans s'est écoulé"*! En tout cas, les faits qu'il rappelle sont révoltants, politiquement instructifs et méritent d'être largement connus.

Jean MASSARDIER

Pour l'exemple. L'affaire Fernand Iveton *par Jean-Luc Einaudi. Editions L'Harmattan. 250 pages, 130 F*

Fernand Iveton, militant communiste condamné à mort et exécuté à Alger en février 1957 pour sa solidarité avec la lutte du peuple algérien. Mitterrand était alors Garde des Sceaux...

"Champollion l'Egyptien"

de Christian Jacq

Voilà un livre assez décevant. On aurait aimé, à propos de celui qui est parvenu à déchiffrer les hiéroglyphes, l'écriture sacrée de l'Egypte antique, quelques explications sur ces hiéroglyphes justement. Malheureusement il n'y a rien à ce sujet ni dans le livre, ni en annexe. Et quasiment rien non plus sur la civilisation égyptienne au temps des pharaons.

L'ouvrage est un roman historique, dont on nous dit que *"la plupart des événements rapportés correspondent à la réalité des faits"*, écrit par un *"docteur en études égyptologiques"*. Il raconte l'expédition de Champollion en Egypte en 1828-29 (car contrairement à ce qu'on croit souvent, Champollion n'a pas accompagné les armées de Bonaparte). Le voyage lui-même fut assez mouvementé. Champollion avait des adversaires en Europe et en Egypte qui voulaient empêcher cette expédition pour diverses raisons : savants concurrents et jaloux, religieux hostiles à une remise en cause de la chronologie biblique, trafiquants d'antiquités et même de chair de momies ! Tout ceci nous vaut une inquiétante croisière sur le Nil, ponctuée de meurtres, et qui par moment fait songer à Agatha Christie. Seulement on ignore quelle est la part de l'invention et celle de la réalité.

Champollion apparaît dans cet ouvrage bien plus mystique que scientifique. Etait-ce lui le vrai Champollion ou faudra-t-il un autre auteur qui réussisse à le déchiffrer ?

A. VICTOR

Sélection télé

SAMEDI 21 FÉVRIER

15 h 25. FR3 - Peines d'amour perdues : comédie en cinq actes de Shakespeare (en version originale sous-titrée).

DIMANCHE 22 FÉVRIER

20 h 30. TV6 - Le grand inquisiteur de Michael Reeves (1968). Le fanatisme religieux dans l'Angleterre de 1645, à travers l'histoire de Mathiew Hopkins, un "chasseur de sorcières" qui fit pendre ou brûler 68 personnes. Le réalisateur ne nous épargne rien, lors des scènes de sadisme et de violence...

20 h 35. FR3 - Les géants de la musique : Karl Boehm dirige l'orchestre philharmonique de Vienne qui interprète, avec le musikapell, les petits chanteurs et les chœurs de l'Opéra de Vienne, et les solistes P. Schreir, W. Krenn et W. Berry, **la messe en mi bémol n° 6** de Schubert.

LUNDI 23 FÉVRIER

20 h 35. TF1 - L'avenir du futur : Malevil, film de Christian de Chalonge (1981), adapté du roman de Robert Merle. Une catastrophe nucléaire ravage la planète et anéantit presque toute la population. Au milieu des ruines et des décombres, çà et là quelques rescapés se regroupent, s'opposent. Une évocation réaliste de ce que pourrait devenir l'humanité si la population ne parvenait pas à empêcher la troisième guerre mondiale.

Le film est suivi d'un débat sur les risques d'accidents nucléaires, avec François Cogne, directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire et l'écologiste Brice Lalonde.

MARDI 24 FÉVRIER

20 h 30. A2 - Marche à l'ombre : film de Michel Blanc avec B. Lanvin et M. Blanc. Les débrouillardises de deux marginaux à Paris.

20 h 35. FR3 - Le vent de la plaine : film de John Huston (1959), avec Burt Lancaster et Audrey Hepburn. Une jeune fille, à la fin du siècle dernier au Texas, découvre ses origines indiennes en même temps que les pionniers du voisinage. La haine raciale s'exacerbe.

22 h 15. TF1 - Nouveaux mondes. Les Philippines : naissance d'une nation. Les volcans de Negros. Négros est une île de l'archipel dont toute l'économie repose sur le sucre et qui est en crise depuis que les Américains ont acheté ailleurs. C'est le chômage et la famine pour les ouvriers. Le reportage nous montre les affrontements qui s'y déroulent. La guérilla communiste y est implantée, et les hommes de main des sucriers ruinés se livrent à des expéditions punitives. Si ce reportage dresse un constat de la misère, l'esprit est à trouver les hommes de bonne volonté.

Lundi 23 février. 22 h 20. A2 -Mégalo-mégalopoles: Que vive Mexico !

Mexico aujourd'hui : dix-huit millions d'habitants dont six — soit le tiers — vivent dans des "ciudades perdidas"(villes perdues) ou bidonvilles. Le reportage nous mène dans une de ces "villes perdues" et où différentes interviews nous font connaître les conditions de vie de ses habitants et, par là, celles de millions de gens au Mexique mais, en fait, aussi le sort des masses pauvres dans les pays sous-développés. Les experts prévoient que la misère ne peut qu'aller en s'aggravant : il y a les conséquences du tremblement de terre de 1985 mais, surtout et essentiellement, le prix de la crise que l'impérialisme fait de plus en plus lourdement porter aux pays sous-développés comme le Mexique (le Mexique est d'ailleurs le pays le plus endetté).

Les deux précédentes émissions consacrées à Tokyo et Moscou étaient intéressantes. Celle-ci risque donc de l'être aussi !

"Masques"

de Claude Chabrol

Christian Legagneur (Philippe Noiret) est un homme de cœur. Il en a fait une profession, c'est son image de marque. Il en a même fait le thème de l'émission de télévision qu'il anime, où il exhibe des petits vieux touchants qu'il fait chanter, danser, se rencontrer, dans un show destiné à faire vibrer la corde sentimentale du spectateur.

Dans sa vie privée également, en apparence, il est sans tache. Il héberge des couples amis, et protège une jeune nièce malade : un brave homme, en somme.

Et pourtant un petit jeune homme appelé Wolf (Robin Renucci), sous prétexte d'écrire la biographie de Legagneur, va s'introduire dans sa vie privée et va en découvrir de belles.

L'enquête fait découvrir pas à pas la vérité dans un suspense bien ménagé. L'ambiance étouffante de cette grande propriété où est concentrée toute l'action, les personnages auxquels on ne sait jamais si on peut se fier, car le plus anodin d'entre eux peut cacher le plus sordide complice, tout concourt à rappeler les atmosphères à la Hitchcock.

Le film mène jusqu'à la scène finale où le présentateur révèle sa véritable nature devant son public qui n'en croit pas ses yeux.

Ce final est fait pour réjouir ceux qu'agace à la longue la gentillesse de commande qui dégouline des émissions de ce type...

Le plaisir de voir jouer Philippe Noiret et Bernadette Lafont, plus un jeune enquêteur et une jeune nièce bien sympathiques, tous les ingrédients y sont pour faire de ce Chabrol, pas sophistiqué du tout, un vrai morceau de plaisir.

Philippe AVRIL

"Les adieux à Matiora"

un film russe de Elem Klimov

La construction d'une centrale hydroélectrique condamne le village de Matiora, en Sibérie, à être englouti par les eaux.

Le film retrace le dernier été des habitants de Matiora qui devront quitter leur village pour aller vivre dans des logements ouvriers, sur l'autre rive. Klimov montre la colère, les regrets, le désarroi de ceux qui sont obligés de quitter leur village natal : accrochages avec l'équipe d'ouvriers venus préparer les travaux, qui coupent les arbres de la forêt et brûlent les maisons en bois au fur et à mesure des premiers départs, les dernières farandoles paysannes, et enfin l'évacuation.

Dans ce film nostalgique ne manquent ni les scènes symboliques (le vieux chêne que les scies et les haches des ouvriers n'arrivent pas à abattre...) ni les scènes donnant une vision idyllique de la vie paysanne, comme la scène de la dernière moisson.

Le personnage principal du film, celui que Klimov cherche à faire admirer, c'est la vieille paysanne attachée à la terre où elle a vécu, attachée au point de refuser obstinément de la quitter et de préférer, le film le suggère, y mourir.

Ce n'est pas étonnant. Klimov, le cinéaste russe qui a réalisé ce film — et dont on voit les photos actuellement dans tous les journaux, en tant que président de l'Union des cinéastes, aux côtés des vedettes internationales que Gorbatchev a invitées pour son grand show pour la paix — est connu pour être un cinéaste de la mouvance chrétienne orthodoxe, (celle dont les chefs, au moins, sont tolérés par l'Etat russe) ; et son film est tiré d'un roman de Raspoutine, connu lui pour être un écrivain exaltant les valeurs traditionnelles paysannes. Cela n'empêche pas les romans de Raspoutine d'être intéressants. Il faut lire par exemple le roman *De l'argent pour Maria,* édité par les éditions L'Age d'Homme, décrivant la vie quotidienne dans un kolkhoze d'il y a vingt ou trente ans, les difficultés des petites gens, leur impuissance face à la bureaucratie. Et cela n'empêche pas les films de Klimov d'être bien faits et émouvants.

Mais il faut quand même savoir que c'est ce genre-là de cinéaste dont le retour sur le devant de la scène, orchestré par Gorbatchev, est salué comme un grand pas dans la libéralisation de l'URSS...

"La messe est finie"

de Nanni Moretti

Avec son retour d'un petit village perdu pour prendre la charge d'une paroisse de la banlieue romaine, un tout jeune curé découvre que l'exercice du sacerdoce peut devenir éreintant. Sa famille, ses anciens amis, ses vieilles connaissances et jusqu'à l'ancien curé de la paroisse se ruent vers lui pour lui demander aide, conseils ou simplement oreille complaisante. Mis en demeure de répondre, de faire tout simplement face à ses responsabilités, le petit curé est vite débordé, puis dégoûté de tout ce joli monde qui se moque des évangiles et court le guilledou tant qu'il peut. Décidément, l'humanité n'a pas grand rapport avec l'image que s'en faisait le jeune garçon en soutane qui n'aura qu'une hâte : fuir le plus loin possible.

Une note d'anti-cléricalisme, un regard amusé sur tous les personnages, le récit des petites histoires des uns et des autres : l'ensemble aurait pu faire un très bon film. Et pourtant, il y manque un peu de rythme, un peu de légèreté, pour que le spectateur passe vraiment du sourire au rire. En fait, voilà encore une messe qui met beaucoup trop de temps à finir !

L.P.

"Miss Mona"

de Mehdi Charef

Samir est un immigré sans papiers et sans travail. Miss Mona, lui, est un vieux travesti, un homme rêvant de l'opération miraculeuse qui lui donnerait un corps de femme correspondant à sa vraie nature, une opération chère, trop chère.

Mona s'éprend de Samir et, spéculant sur sa détresse, le pousse vers la prostitution masculine et homosexuelle — il la connaît bien — pour tenter de trouver de quoi s'en sortir.

Avec en toile de fond la solitude des différents personnages et leur misère, Mehdi Charef, le réalisateur, nous fait suivre le parcours de Samir, depuis l'atelier clandestin de confection d'où il est chassé, jusqu'à l'arrestation sur un quai de métro, en passant par la roulotte qui sert d'abri à Mona, les toilettes d'un café pour homosexuels, divers amateurs de jeunes gens, etc.

Un parcours morbide que Mehdi Charef nous montre comme une sorte de documentaire sur des marginaux.

Claude CHARVET

MERCREDI 25 FÉVRIER

20 h 30. A2 - L'heure de vérité : Georges Marchais. "Les rénovateurs sont des liquidateurs", avait-il dit sur Antenne 2 il n'y a pas si longtemps. Depuis Poperen et Rigout ont démissionné du Comité central... C'est autour du problème des Rénovateurs et du Parti Communiste que ne manqueront pas de porter les questions.

Mais si le problème des Rénovateurs risque de passionner les journalistes, reste à savoir ce que le secrétaire général du PCF a à proposer aux travailleurs pour répondre aux attaques du patronat et du gouvernement !

20 h 30. TF1 - Cour d'assise, téléfilm d'après un roman de Simenon. Victime d'une vengeance, un homme est condamné pour un crime qu'il n'a pas commis.

21 h 30. TF1 - Points chauds : L'Afrique du Sud. L'origine et la réalité de l'Apartheid. Un reportage sur la ségrégation raciale avec son lot de violence.

21 h 50. A2 - Corps vivants : l'admirable machine : première d'une série en vingt-six épisodes consacrée au fonctionnement du corps humain.

JEUDI 26 FÉVRIER

20 h 30. TF1 - Question à domicile : Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Les questions ne devraient pas manquer, il n'a pas manqué de faire parler de lui depuis qu'il est le ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac. A commencer par l'expulsion brutale de cent un Maliens, puis l'intervention de sa police contre les étudiants et qui a causé la mort de Malik. Sans parler de l'affaire Chalier... Aura-t-il aussi le temps de nous parler de ses exploits lorsqu'il était le vice-président du Service d'Action Civique (SAC) dans les années soixante ?

20 h 35. FR3 - Le bal des Vampires, film de Polanski. Les aventures d'un vieux savant vampirologue et de son assistant. Rire assuré dans cette parodie des films d'épouvante.

20 h 30. TV6 - Le dernier de la liste, film de John Huston (1963). Un suspense policier.

VENDREDI 27 FÉVRIER

20 h 35. FR3 - Les liens du sang. Fresque historique en feuilleton sur la famille Deutz, qui fut à la tête de l'industrie chimique au début du siècle en Allemagne. Un nouveau feuilleton ; la période (1911-1948) est intéressante. Le feuilleton le sera-t-il ?

22 h 45. A2 - Ciné-Club : Cléo de 5 à 7. Film d'Agnès Varda (1961) : les deux heures qui précèdent le moment où une jeune chanteuse connaîtra les résultats des analyses lui indiquant si elle a ou non le cancer.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

BONS BAISERS DE LIVERPOOL

Elaine, une jeune chômeuse de Liverpool, tombe amoureuse d'un marin russe et veut le rejoindre en URSS. Ses parents, et les autorités anglaises, s'y opposent. A travers cette histoire de prince charmant, ce film est une peinture corrosive de l'Angleterre du chômage ; la jeunesse britannique lui a, paraît-il, fait un triomphe.

3 Luxembourg 6e (VO).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.

Forum Horizon 1er (VO), Hautefeuille 6e (VO), Marignan 8e (VO), Normandie 8e (VO), Français 9e, Galaxie 13e, Gaumont Alésia 14e, Montparnasse Pathé 14e, Bienvenue 15e (VO).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.

Cinoches 6e (VO) à 12 h 50 et 18 h 30.

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Vienne 1945, sous l'occupation alliée, après la défaite de l'Allemagne. Les hommes qui espéraient voir sortir de la guerre un monde meilleur doivent déchanter devant la réalité : la société autrichienne reste marquée par le nazisme et l'antisémitisme, l'armée russe n'a plus de "communiste" que le nom...

St. Germain Village 5e (VO).

D'autre part, le cinéma Saint-Germain Studio au 53, rue de la Harpe présente les deux autres parties de la trilogie d'Axel Corti :

à 14 h 15 et 19 h **Dieu ne croit plus en nous.**

à 16 h 25 et 21 h 15 **Santa Fé.** A voir absolument.

LES FUGITIFS
de Francis Veber

Quand un casseur de banque professionnel se fait prendre en otage par un casseur de banque improvisé... mais sacrément têtu !

Gaumont Opéra 2e, Bretagne 6e, Gaumont Ambassade 8e, Fauvette 13e, Hollywood 9e, Gaumont Convention 15e.

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro
et Jeremy Irons.

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.

Forum Orient Express 1er (VO), Lucernaire 6e (VO), George V 8e (VO), Lumière 9e, 3 Parnassiens 14e (VO).

TETE DE TURC
de Jörg Gfrörer et Günter Wallraff.

Le journaliste Wallraff auteur du livre **Tête de turc** a aussi tourné clandestinement ce film sur l'exploitation des travailleurs turcs en Allemagne.

Saint-André des Arts (VO).

Gorbatchev parle d'interdire les bombes, mais ce sont les explosions sociales que craint la bureaucratie

Que l'ex-opposant n° 1 du Kremlin, du moins celui que l'on présentait comme tel en Occident, Andréï Sakharov, se soit retrouvé à partager la vedette du récent Forum de la paix à Moscou avec le n° 1 du régime, Gorbatchev, voilà qui n'est pas banal. Ceci, ajouté à l'annonce de la libération de quelques dizaines d'opposants, se voulait évidemment comme un symbole des changements survenus en URSS sous la houlette de Gorbatchev. Un symbole d'abord à l'usage des dirigeants occidentaux vis-à-vis desquels Gorbatchev entend donner l'image d'un régime soucieux d'apaisement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Gorbatchev au "Forum pour un monde sans armes nucléaires".

LE FARDEAU DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Les demandes réitérées des dirigeants du Kremlin d'un "gel" des armements sont souvent présentées, à l'Ouest, comme hypocrites de la part d'un Etat qui fait la guerre à tout un peuple en Afghanistan. Pourtant, si la bureaucratie soviétique n'est pas plus que la bourgeoisie respectueuse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il n'en reste pas moins que la course aux armements lui pose de sérieux problèmes.

Car l'URSS n'est pas dans la situation de l'Occident où la politique d'armement des Etats est intimement liée aux besoins du capital privé. De la part des Etats occidentaux, c'est une façon d'assurer des profits aux nombreux secteurs de l'économie qui dépendent directement ou non des commandes militaires et, bien sûr, d'avoir toujours les moyens de défendre les intérêts de leur bourgeoisie dans les pays pauvres qu'elle exploite. Parce qu'elle reste, d'une certaine façon, un pays pauvre, l'URSS s'essouffle dans cette course aux armements qui ponctionne, selon certains experts occidentaux, jusqu'à près de 30 % du budget du pays.

Certes, ces dépenses correspondent au rôle de "grande puissance" que l'URSS entend jouer. Mais le gonflement du budget militaire soviétique tient avant tout au fait que le pays se trouve confronté à l'hostilité d'un monde dominé par l'impérialisme dont les dirigeants considèrent l'URSS comme un corps étranger, en raison de sa lointaine origine révolutionnaire. Et les bassesses de la bureaucratie face à l'impérialisme ou sa contribution au maintien d'un statu quo mondial dont la bourgeoisie est la principale bénéficiaire n'y changent rien.

Certes, cette situation ne présente pas que des désavantages pour la bureaucratie : elle l'utilise pour justifier son existence ainsi que le régime dictatorial qu'elle impose à sa population, sous prétexte d'être dans une citadelle assiégée. Mais cette course aux armements est un luxe dont l'URSS se passerait, surtout aujourd'hui quand ses dirigeants ne cessent d'insister sur le fonctionnement déplorable de leur propre économie et sur les efforts coûteux à effectuer pour redresser cette situation.

GORBATCHEV ET LA "RECONSTRUCTION"

Cette *"reconstruction"* revient comme un leitmotiv dans les discours de Gorbatchev et le Kremlin cherche à mobiliser toutes les énergies dans ce but. Le fait que cette campagne soit impulsée par les sommets de la bureaucratie au nom de la lutte, notamment, contre la *"bureaucratie"*, n'est contradictoire qu'en apparence. Il faut tout de même rappeler que, dans le passé, ce thème de la "lutte contre la bureaucratie" a bien souvent été mis en avant : sous Staline, alors que cette même bureaucratie venait de prendre le pouvoir, mais aussi sous Brejnev, pourtant présenté par Gorbatchev comme le prototype du dirigeant *"bureaucratique"* figé dans son *"immobilisme"*. Aujourd'hui, pas plus qu'hier, il ne s'agit pour les dirigeants de la bureaucratie de dénoncer ceux dont ils sont l'émanation et dont ils défendent les intérêts.

Aujourd'hui l'URSS, même si elle reste une dictature militaire et policière, a tout de même bien changé depuis l'époque des années vingt-trente où la terreur et les méthodes répressives avaient permis aux bureaucrates d'asseoir leur pouvoir contre les travailleurs. Et quand, lors du plénum du Comité central, en janvier, Gorbatchev redit que la direction du pays avait trop longtemps conservé ce type de méthode, ce n'est pas tant du lancement d'on ne sait trop quelle "démocratisation" qu'il s'agissait. Il ne faisait que souligner le fait que la bureaucratie ne peut plus diriger au knout un pays de près de 300 millions d'habitants, un pays qui reste certes, par bien des aspects, sous-développé mais qui a quand même connu un développement à nul autre comparable parmi les pays pauvres.

D'une certaine façon, c'est même parce que l'URSS est devenue la deuxième puissance mondiale, parce qu'elle dispose d'une machine de production et de gouvernement extrêmement complexe, que des réformes devenaient urgentes. Ces idées de "reconstruction" ne datent pas d'hier : sous Khrouchtchev, puis au début de l'ère Brejnev elles avaient déjà été esquissées. Mais ces dernières années, ce thème était revenu avec insistance chez certains dirigeants économiques. Ceux-ci soulignaient l'urgence de prendre des mesures de réforme alors que les rythmes de développement économiques, en URSS même, n'ont cessé de chuter, tandis que se faisaient sentir certaines répercussions de la crise mondiale du capitalisme.

Quand, dans les dernières années du règne de Brejnev, des économistes avaient annoncé qu'il fallait désormais travailler plus et surtout d'une façon qui ne fasse plus appel à la seule contrainte mais aux stimulants salariaux comme en Occident, cela avait fait scandale. Mais aujourd'hui, ce sont précisément les idées qui sont reprises sous la direction de Gorbatchev. On voit bien ce qui se profile sous ces vocables de "démocratisation", de "libéralisation". C'est, un peu comme en Occident, le droit pour les dirigeants d'examiner plus librement, avec moins de contraintes les questions complexes qui concernent le meilleur moyen d'assurer leur pouvoir, mais c'est aussi la "liberté", à l'occidentale, pour les travailleurs... de travailler plus dans l'espoir de voir améliorer leur sort...

DES "RÉSISTANCES" ?

Gorbatchev a affirmé à plusieurs reprises que ce "cours nouveau" n'allait pas sans résistances. La presse occidentale, elle, a cru relever des signes de ces "résistances", ici de la part du KGB (la police politique), là de la part de certains cercles dirigeants.

Tout cela est possible, ne serait-ce que parce que dans une machinerie étatique aussi gigantesque, il n'est pas si simple, en quelques mois, d'accorder tous les violons pour qu'ils jouent tous la même mélodie, surtout dans un régime secret, comme celui de l'URSS : Gorbatchev a beau prôner la "transparence", celle-ci ne va pas jusqu'à laisser voir quelles divergences existent éventuellement au sein de la bureaucratie !

Mais cela ne permet pas de penser qu'il y aurait, au sein même de la bureaucraie, des oppositions politiques à l'actuelle politique du Kremlin. Car il est probable que Gorbatchev n'a lancé une telle politique qu'après s'être assuré qu'il existait, parmi cette bureaucratie, un large consensus sur les réformes à engager.

Et cela concerne aussi l'actuel vocabulaire de la propagande quand elle répète à satiété des termes comme *"démocratisation"* ou *"critique des méthodes bureaucratiques"*. Il faut évidemment que la bureaucratie se sente sûre d'un pouvoir que nul ne conteste aujourd'hui pour qu'elle emploie un tel langage sans craindre, pour l'instant, de voir la population la prendre au mot. L'expérience khrouchtchévienne a rendu la bureaucratie bien trop prudente pour qu'elle veuille prendre des risques, y compris quand elle décide de libérer — au compte-gouttes ! — certains emprisonnés ou quand elle laisse un peu plus la bride sur le cou à l'intelligentsia.

Bien sûr, on peut se demander si Gorbatchev ne surestime pas la capacité d'adaptation dont est capable le régime et plus encore la caste qui le domine. Le seul élément de réponse dont on dispose tient au fonctionnement même de ce système qui a placé à sa tête Gorbatchev après un long processus de sélection au cours duquel il a dû gravir tous les échelons de la bureaucratie. On peut donc penser qu'il connaît bien son monde... même s'il est déjà arrivé dans le passé — avec Khrouchtchev — que la bureaucratie estime s'être trompée dans son choix quand le n° 1 d'alors se permit de prendre des mesures qu'elle n'était pas prête à accepter.

RÉFORMES OU PAS, UN RÉGIME ENNEMI DES TRAVAILLEURS

Alors, peut-être l'URSS de Gorbatchev réussira-t-elle à mettre en route certaines des réformes. Peut-être y aura-t-il un peu plus de liberté, de démocratie au sein même de la bureaucratie, de l'intelligentsia et des appareils dirigeants. Mais qu'est-ce que cela changera de fondamental pour la population si la bureaucratie "s'occidentalise" un peu plus dans ses modes de fonctionnement ?

Cet assouplissement des libertés au sens de la démocratie bourgeoise, ne peut de toute façon qu'être bien limité. Le régime n'a pas les moyens ni matériels — la richesse de l'Occident capitaliste —, ni humains — des racines économiques et sociales aussi profondes que la bourgeoisie occidentale — qui lui permettraient un tel "luxe" : les décisions capitales pour la population continueront d'être prises sans elle et contre elle, dans les sphères restreintes de la bureaucratie. Tout cela ne peut se faire qu'au détriment des travailleurs, Gorbatchev ne laisse planer aucun doute sur cette question : il vient d'aller à Riga, en Lettonie, prendre un bain de foule pour discuter "démocratiquement"... mais surtout pour y répéter : *"Il faut travailler davantage"*.

Il n'en reste pas moins que le régime, tout aussi antidémocratique et antiouvrier qu'il soit, et même s'il copie certaines "recettes" de rentabilité du patronat occidental, n'est sans doute pas prêt à jeter sur le pavé l'équivalent des 3 millions de chômeurs d'ici, ce qui, proportionnellement à la population, correspondrait pourtant aux 15 millions de travailleurs qu'il dit avoir en surnombre. Non pas parce qu'il serait plus "tendre" avec "ses" travailleurs que les classes exploiteuses d'Occident, mais parce que la caste bureaucratique se sait plus fragile que la bourgeoisie : et la fragilité, cela rend aussi plus prudent face aux risques d'explosion sociale.

Mais cela ne concerne pas les seuls travailleurs d'URSS. Les travailleurs occidentaux et soviétiques ne peuvent qu'être solidaires. D'abord parce que si la classe ouvrière continue à supporter le poids du parasitisme bureaucratique, c'est aussi le résultat du fait qu'ici les travailleurs n'ont pas encore réussi à mettre à bas la bourgeoisie. Mais aussi parce que, si le régime capitalisme a pu se survivre, cela tient, entre autres raisons, à l'image hideuse du communisme que donne cette bureaucratie, au fait que cette bureaucratie et sa politique antiouvrière constituent un facteur politique décisif dans la stabilité du régime capitaliste mondial.

Patrick LAFONT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995